



**NATIONS
UNIES**



**Convention-cadre sur les
changements climatiques**

Distr.
GÉNÉRALE

FCCC/CP/2007/3
27 novembre 2007

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS
ANGLAIS, ESPAGNOL et
FRANÇAIS SEULEMENT

CONFÉRENCE DES PARTIES

Treizième session

Bali, 3-14 décembre 2007

**Point 6 a) de l'ordre du jour provisoire
Exécution des engagements et application
des autres dispositions de la Convention
Mécanisme financier de la Convention**

**Rapport du Fonds pour l'environnement mondial
à la Conférence des Parties**

Note du secrétariat*

1. Par sa décision 12/CP.2, la Conférence des Parties a adopté un mémorandum d'accord entre la Conférence et le Conseil du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) (FCCC/CP/1996/15/Add.1), qui est entré immédiatement en vigueur. Ce mémorandum prévoit, notamment, que les rapports annuels du FEM doivent être communiqués à la Conférence des Parties par l'intermédiaire du secrétariat.
2. En application de cette disposition, le secrétariat du FEM a soumis le rapport ci-joint, daté du 19 novembre 2007, qui est reproduit sans avoir été revu par les services officiels d'édition et avec la pagination originale.
3. Le mémorandum d'accord prévoit également que, conformément au paragraphe 1 de l'article 11 de la Convention, le mécanisme financier relève de la Conférence des Parties devant laquelle il est responsable et qui définit ses politiques, les priorités de son programme et les critères d'éligibilité liés à la Convention.
4. Le mémorandum d'accord prévoit en outre que, après chacune de ses sessions, la Conférence des Parties communiquera au Conseil du FEM toute directive relative au mécanisme financier qu'elle aura approuvée.

* Le présent document a été reçu du Fonds pour l'environnement mondial le 19 novembre 2007 et a été soumis immédiatement.



FEM

Fonds pour l'environnement mondial

19 novembre 2007

[Original: ANGLAIS, ESPAGNOL ET FRANÇAIS]

RAPPORT DU FEM
À LA TREIZIÈME SESSION DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES
À LA CONVENTION-CADRE DES NATIONS UNIES
SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

TABLE DES MATIÈRES

I.	INTRODUCTION.....	1
II.	LE PROGRAMME DE RÉFORME	1
III.	ACTIVITÉS FINANCÉES PAR LE FEM AU TITRE DE PROJETS PENDANT LA PÉRIODE OBJET DU RAPPORT.....	4
IV.	SUITES DONNÉES AUX DIRECTIVES DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES.....	9

Annexes

Annexe 1:	GEF Climate Change Focal Area Strategy for GEF-4	26
Annexe 2:	Summaries of Projects Approved under the GEF Trust Fund.....	40
Annexe 3:	Summaries of Projects Approved under the SCCF	46
Annexe 4:	Status of Second National Communications from Parties not included in Annex I to the UNFCCC	50
Annexe 5:	Status of NAPA's	68
Annexe 6:	Réponses aux Questions posées par l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI 32) en mai 2007	70

I. Introduction

1. Le présent rapport a été préparé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) pour la treizième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Pour les activités financées par le FEM, il porte sur la période comprise entre le 1er septembre 2006 et le 31 août 2007.

2. Le rapport se divise en trois grandes parties. Venant après l'introduction, la section II présente le programme de réforme lancé en août 2006 par la nouvelle directrice générale et présidente du FEM. La section III rend compte des activités menées au titre des projets approuvés par le FEM pendant la période considérée et financés par la Caisse du FEM et le Fonds spécial pour les changements climatiques. Enfin, la section IV présente la suite donnée par le FEM aux directives et décisions de la Conférence des Parties.

II. Le programme de réforme

3. Depuis sa prise de fonctions, la Directrice générale et Présidente du FEM, M^{me} Monique Barbut, a pris toute une série d'initiatives pour réformer l'institution. Dans son discours à la réunion du Conseil de décembre 2006, la directrice générale a présenté sa vision d'un «FEM nouveau» – stratégique, innovant, équitable, accessible et focalisé. Le pacte de viabilité en cinq points qui soutient cette vision jette les bases de la réforme de l'institution. Par beaucoup d'aspects, ce pacte répond aux demandes de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

4. Pour appliquer le pacte de viabilité, le FEM a adopté un train de mesures précises qui visent notamment à:

- Redéfinir la stratégie applicable à chaque domaine d'intervention, dont celle pour les changements climatiques, et passer de l'approche-projet à l'approche-programme;
- Adopter un nouveau cycle de projet qui limite à vingt-deux mois le délai entre la présentation d'une proposition et sa mise en œuvre, contre soixante-six mois en moyenne auparavant;
- Placer les agents et organismes d'exécution sur un pied d'égalité en éliminant le budget de fonctionnement des agents d'exécution à partir de l'exercice 2008 et en portant de 9 à 10 % le taux des allocations pour frais de gestion versées à toutes les entités d'exécution du FEM;
- Veiller à ce que les entités d'exécution interviennent sur la base de leur propre avantage comparatif pour être à même de fournir les services nécessaires aux pays bénéficiaires;
- Ouvrir des possibilités de dialogue direct entre les pays et le secrétariat, et créer un poste rattaché au Bureau de la Directrice générale pour prendre en compte les préoccupations des pays;
- Renforcer l'efficacité des programmes institutionnels, tels que l'Initiative pour l'organisation d'ateliers de dialogue national, le Programme d'aide aux points focaux nationaux et le Programme de microfinancements, en réservant au secrétariat la présidence des comités directeurs de tous les programmes institutionnels du FEM;
- Renforcer l'image d'entreprise et la communication du FEM, et refondre le système de gestion des données et le site Web du FEM pour donner facilement accès à l'information existante.

5. Pour avoir un plus grand impact, la stratégie dans le domaine d'intervention «changements climatiques» a été révisée à l'issue d'un vaste processus de consultation avec les membres du Conseil du FEM, les pays bénéficiaires, les entités d'exécution et des experts indépendants. Le Conseil a examiné un projet de nouvelle stratégie en 2007 et une version révisée a été approuvée en septembre de la même année (annexe 1).

6. La programmation stratégique des ressources de la période couverte par la quatrième reconstitution des ressources (FEM-4, exercices 2007-2010) prévoit que le FEM continuera de financer des activités habilitantes et de contribuer à la prévention du risque climatique et aux mesures d'adaptation. S'agissant des activités habilitantes, le FEM a approuvé un projet cadre pendant FEM-3 pour aider les Parties non visées à l'annexe I de la CCNUCC à préparer leur deuxième communication nationale et les suivantes. La procédure de financement accéléré s'applique à cette aide fournie par l'intermédiaire du PNUD et du PNUE. Les Parties non visées à l'annexe I présentant une communication tous les cinq ans, le projet cadre couvrira les besoins de la plupart des pays pendant FEM-4. Le FEM veillera à ce que tous les pays aient accès à l'aide nécessaire en temps utile.

7. S'agissant de la prévention du risque climatique, la nouvelle stratégie du FEM définit les six programmes stratégiques qui constituent des priorités de financement pendant FEM-4, à savoir: 1) bâtiments à faible consommation d'énergie; 2) maîtrise de l'énergie dans l'industrie; 3) énergies renouvelables; 4) production viable d'énergie issue de la biomasse; 5) modes de transport viables; 6) utilisation des sols, changement d'affectation des terres et foresterie (LULUCF). Ce dernier programme, qui a été ajouté à la nouvelle stratégie, vise à préserver les puits de carbone et à éviter les émissions de gaz à effet de serre. Le FEM propose aussi un programme stratégique intersectoriel d'aménagement forestier durable qui recoupe les domaines d'intervention «diversité biologique», «dégradation des sols» et «changements climatiques». Dans le domaine d'intervention «changements climatiques», les activités à l'appui de l'aménagement forestier seront conduites dans le cadre du programme «énergie issue de la biomasse» et du programme LULUCF.

8. Pendant FEM-4, la programmation des ressources à l'appui de l'adaptation au changement climatique se poursuivra dans le cadre de la priorité stratégique «adaptation». Une fois que le solde des 50 premiers millions de dollars consacrés à cette priorité aura été affecté à des projets, une étude sera réalisée pour tirer les premiers enseignements de l'exercice et évaluer les possibilités d'intégration de ces activités aux domaines d'intervention du FEM. Le Conseil décidera alors du montant du complément de financement qui devra être affecté à partir de la Caisse du FEM pour accompagner les activités d'adaptation, conformément aux directives reçues de la Conférence en la matière. En outre, le FEM met actuellement au point une méthode d'évaluation des effets du changement climatique, qui sera appliquée à tous les projets financés par l'institution pour les compléter systématiquement de mesures qui réduiront la vulnérabilité et accroîtront la capacité d'adaptation. S'agissant de l'internalisation des activités d'adaptation, le FEM définira une démarche qui permettra de réduire les risques résultant de la modification du climat et qui s'appliquera à tous les projets de FEM-4 dans tous les domaines d'intervention. Cette démarche visera à déterminer les risques des méfaits du dérèglement climatique sur la conception des projets et mettra en évidence les modifications à apporter et les mesures d'adaptation à appliquer. Sa mise au point fera appel au STAP et à l'expérience acquise par les autres organismes d'aide bilatérale et multilatérale dans la conception et l'exécution des projets d'adaptation.

9. En juin 2007, le Conseil du FEM a approuvé un nouveau cycle de projet, plus simple, dont l'objectif est de ramener à moins de vingt-deux mois la durée nécessaire à la préparation et à l'approbation d'un projet, depuis son identification jusqu'à son exécution. Ce nouveau dispositif ne compromettra ni la qualité des opérations ni l'obligation de justification de l'emploi des fonds. Il comporte les trois étapes suivantes: 1) approbation par le Conseil du programme de travail comportant les idées de projets validées par la Directrice générale; 2) agrément de la Directrice générale, après examen par le Conseil, des projets dont la préparation est achevée; 3) suivi par le secrétariat des résultats du portefeuille pendant l'exécution des projets, et contrôle de l'évaluation finale par le Bureau de

l'évaluation du FEM. En réduisant le nombre d'étapes nécessaires par rapport au dispositif précédent, le nouveau cycle de projet vise à réduire le nombre de documents à présenter et à circonscrire l'examen des idées et des descriptifs de projets par le secrétariat aux seuls critères conditionnant la réalisation des objectifs pour lesquels le financement du FEM est accordé. La version complète du document décrivant le nouveau cycle de projet (GEF/C.31/7) a été placée sur le site Web du FEM (http://thegef.org/interior_right.aspx?id=17634).

10. À partir de l'exercice 2008, le budget de fonctionnement de l'ensemble du FEM ne comportera plus de crédits destinés au budget administratif du PNUD, du PNUE et de la Banque mondiale. L'élimination de ce budget de fonctionnement administratif fait disparaître l'un des derniers éléments différenciant les agents d'exécution des organismes d'exécution. Les pays bénéficiaires auront maintenant toute liberté pour sélectionner l'organisme de leur choix en fonction des besoins du projet parmi les 10 entités d'exécution du FEM.

11. En juin 2007, le Conseil du FEM a approuvé un document qui définit avec précision le rôle de chacune des entités partenaires du FEM en fonction de sa capacité à assurer des services dans les domaines suivants: conseils scientifiques et techniques, assistance technique, renforcement des capacités et concours financiers. Ces 10 entités d'exécution ont été évaluées en fonction de leurs forces et faiblesses respectives dans chacun des domaines d'intervention. L'approche retenue est exposée dans le document du Conseil (GEF/C.31/5), également placé sur le site Web du FEM (http://thegef.org/interior_right.aspx?id=17634). Les pays bénéficiaires de l'aide du FEM souhaiteront peut-être prendre en considération les avantages respectifs des entités d'exécution au moment de choisir les organismes avec lesquels ils travailleront sur leurs projets.

12. Pendant la période faisant l'objet du présent rapport, le secrétariat du FEM est entré directement en communication avec tous les pays bénéficiaires. Plus de 120 pays ont été contactés par téléphone pour examiner leurs priorités nationales dans tous les domaines d'intervention pendant FEM-4. Grâce à cette formule, les points focaux nationaux devraient non seulement être à même de mieux préciser leurs priorités pour les années à venir pendant FEM-4, mais aussi de se faire une meilleure idée des agents d'exécution susceptibles de fournir les services nécessaires pour les projets de l'ensemble de leur portefeuille. Le secrétariat a l'intention de poursuivre ce dialogue direct au cours des années à venir.

13. Au cours de l'année écoulée, de nombreuses activités ont continué à être organisées dans le cadre des programmes institutionnels du FEM. Conformément au plan de travail, quatre ateliers ont été organisés pendant l'année au titre du Programme d'aide aux points focaux nationaux. Trois autres ateliers sous-régionaux sont prévus avant la fin de l'année civile. Pendant la période considérée, sept ateliers nationaux se sont tenus dans le cadre de l'Initiative pour l'organisation d'ateliers de dialogue national. Suite aux orientations stratégiques fournies par le secrétariat du FEM et aux recommandations formulées par le Comité directeur interinstitutionnel en décembre 2006, il a été décidé que les futurs ateliers de dialogue national ne se dérouleraient plus sous forme de réunions isolées, aux résultats peu durables, mais s'intégreraient à d'autres mécanismes. Les points focaux du FEM seront encouragés à utiliser la phase préparatoire de l'atelier pour faire le point des stratégies, expériences, engagements et préoccupations de leur pays au plan de l'environnement mondial et prévoir les actions de suivi à engager dans le sillage de la réunion. Une nouvelle tranche de financement d'environ 123,65 millions de dollars est inscrite au programme de travail de juin 2007 pour le Programme de microfinancements. Pour veiller au respect des objectifs institutionnels du FEM, le secrétariat présidera désormais le Comité directeur de toutes ces activités.

14. Le FEM cherche en permanence à renforcer son image d'entreprise et sa communication pour diffuser aussi largement que possible des informations sur ses activités. À cette fin, le secrétariat a préparé une stratégie de communication soumise à l'approbation du Conseil en novembre 2007. L'un des autres objectifs de cette stratégie est d'insister sur la nécessité de mieux veiller à ce que l'information sur le FEM et le travail dans ses domaines d'intervention soit accessible à tous les pays bénéficiaires au

moyen des ressources mises à disposition dans le cadre des projets. Cette initiative est dans le droit fil des décisions et usages passés. La stratégie de communication permettra notamment de faire en sorte que les projets du FEM fassent une plus large place à la sensibilisation de l'opinion et au partage de l'information sur le changement climatique et sur les activités visant à en atténuer les causes et à s'adapter à ses méfaits.

III. Activités financées par le FEM au titre de projets pendant la période objet du rapport

15. Mécanisme financier de la Convention, le FEM finance des activités ayant les pays pour moteur et répondant aux politiques, secteurs d'action prioritaires et critères d'attribution des ressources approuvés par la Conférence des Parties. Les activités financées par le FEM sont administrées par ses trois agents d'exécution et ses sept organismes d'exécution. Le lien Project Database sur le site Web de l'institution (<http://www.thegef.org/interior.aspx?id=90>) permet d'accéder à toutes les informations sur les projets du FEM.

Activités approuvées au titre de la Caisse du FEM

16. Du 1^{er} septembre 2006 au 31 août 2007, le FEM a alloué 80 millions de dollars à partir de sa Caisse pour financer 10 projets dans le domaine d'intervention «changements climatiques» dont six de grande envergure et quatre de moyenne envergure¹. Ces projets devraient mobiliser plus de 1,6 milliard de dollars de cofinancement auprès des gouvernements des pays bénéficiaires, du secteur privé, des entités d'exécution du FEM et des organismes d'aide bilatérale. Le tableau 1 ci-dessous récapitule les données de base sur ces projets, dont on pourra trouver le résumé aux annexes 2 et 3.

¹ Les projets de grande envergure sont ceux pour lesquels la dotation du FEM dépasse 1 million de dollars; ce financement est plafonné à 1 million de dollars pour les projets de moyenne envergure.

**Tableau 1. Caisse du FEM: Projets approuvés dans le domaine des «changements climatiques»
(1^{er} septembre 2006-31 août 2007)**

Pays	PO	Nature du projet	Intitulé du projet	Entité d'exécution	Projet approuvé le	Dotation du FEM*	Cofinancement
						(En millions de dollars É.-U.)	
Brésil	5	Grande envergure	Transformation du marché à l'appui de bâtiments à faible consommation d'énergie	PNUD/BID	14/06/2007	13,8	64,8
Chine	5	Grande envergure	Financements pour une meilleure maîtrise de l'énergie	Banque mondiale	14/06/2007	13,5	583,2
Projet régional (Bangladesh, Chine, Indonésie, Thaïlande, Viet Nam)	5	Grande envergure	Suppression des obstacles à l'élaboration et l'exécution économiques d'un programme d'adoption de normes de rendement énergétique et d'écoétiquetage (BRESL)	PNUD	14/06/2007	6,9	27,4
Inde	5	Moyenne envergure	Économies d'énergie dans les fabriques artisanales de thé en Inde du Sud	PNUD	25/07/2007	1,0	1,1
Fédération de Russie	6	Grande envergure	Énergies renouvelables (RREP)	Banque mondiale	14/06/2007	10,4	66,8
Uruguay	6	Moyenne envergure	Énergie éolienne (UWEP)	PNUD	01/05/2007	1,0	6,0
Mexique	7	Moyenne envergure	Électricité solaire raccordée au réseau	PNUD	01/05/2007	1,0	1,0
Chine	11	Grande envergure	Partenariat Chine/FEM/Banque mondiale pour les transports urbains	Banque mondiale	14/06/2007	21,4	585,8
Afrique du Sud	11	Grande envergure	Transport public, écologie et sport: Horizon 2010	PNUD	14/06/2007	11,2	323,9
Namibie	SPA	Moyenne envergure	Adaptation au changement climatique par l'amélioration des cultures et de l'élevage traditionnels	PNUD	21/08/2007	1,0	5,8
Total						81,0	1 665,8

* Comprend les financements pour la préparation des projets.

PO = Programme d'opérations: PO5 = Maîtrise de l'énergie; PO6 = Énergies renouvelables; PO7 = Technologies émettant peu de GES; PO11 = Modes de transport viables.

SPA = Priorité stratégique «Adaptation au changement climatique».

17. Le nombre des activités approuvées est relativement restreint car la période couverte par le rapport coïncide avec le début de FEM-4, mais la répartition entre les régions et les programmes d'opérations est bonne. Quatre des 10 projets se déroulent en Asie, 3 en Amérique latine, 2 en Afrique et 1 en Europe et Asie centrale (Russie). S'agissant des programmes d'opérations, 4 relèvent du programme 5 (Maîtrise de l'énergie), 2 du programme 6 (Énergies renouvelables), 2 du programme 11 (Modes de transport viables), 1 du programme 7 (Technologies émettant peu de GES) et 1 de la priorité stratégique «Adaptation au changement climatique».

18. Outre ses dotations aux programmes de grande et de moyenne envergure, le FEM accorde des financements pour la préparation des projets. Pendant la période considérée, le FEM a alloué 2 millions de dollars à partir de sa Caisse pour financer la préparation de cinq projets (financements PPG) sur le changement climatique. Quatre de ces financements étaient destinés à des projets d'atténuation et un à un projet d'adaptation dans le cadre de la priorité «Adaptation au changement climatique».

**Tableau 2. Financements approuvés pour la préparation de projets (PPG)
(1^{er} septembre 2006-31 août 2007)**

Pays	PO	Nature du projet	Intitulé du projet	Entité d'exécution	Date d'approbation	Montant (En millions de dollars É.-U.)
Brésil	6	Grande envergure	Canne à sucre et électricité renouvelable (SUCRE)	PNUD	10/04/2007	0,2
Chine	5	Grande envergure	Centrales thermiques à haut rendement	Banque mondiale	14/03/2007	0,4
Inde	11	Grande envergure	Modes de transport viables	Banque mondiale/ PNUD	07/05/2007	0,4
Thaïlande	6	Grande envergure	Promotion des énergies renouvelables dans la province de Mae Hong Son	PNUD	07/05/2007	0,1
Yémen	SPA	Grande envergure	Adaptation aux changements climatiques par l'utilisation de la biodiversité des cultures pluviales des hauts plateaux	Banque mondiale	25/07/2007	0,2
Total						2,0

PO = Programme d'opérations: PO5 = Maîtrise de l'énergie; PO6 = Énergies renouvelables; PO11 = Modes de transport viables.

SPA = priorité stratégique «Adaptation au changement climatique» (au titre de la Caisse du FEM).

Activités approuvées au titre du Fonds spécial pour les changements climatiques

19. La première réunion du Conseil du Fonds pour les pays les moins avancés et du Fonds spécial pour les changements climatiques (Fonds pour les PMA/Fonds spécial) a eu lieu le 8 décembre 2006. Les décisions prises sont récapitulées dans le compte rendu conjoint des présidents du Conseil du Fonds pour les PMA/Fonds spécial. Le programme de travail approuvé à cette réunion comprend deux projets de grande envergure rattachés au programme d'adaptation au changement climatique (Kenya et Guyana, voir ci-dessous) et un accord pour des activités futures de collecte de fonds. Les documents présentés à la réunion ont été placés sur le site du FEM (<http://www.thegef.org/interior.aspx?id=16718>).

20. La deuxième réunion du Conseil du Fonds pour les PMA/Fonds spécial a eu lieu le 15 juin 2007. Le Conseil a approuvé deux autres projets de grande envergure rattachés au programme d'adaptation du Fonds spécial (un pour l'Équateur et un projet régional pour la Bolivie, l'Équateur et le Pérou, voir ci-dessous). Le Conseil a également examiné un document de programmation révisé qui présente des propositions pour une modification du programme sur les transferts de technologie et pour la mise en œuvre de programmes d'atténuation du risque climatique et de diversification économique. Tous les documents présentés à cette réunion du Conseil ont été placés sur le site du FEM (<http://www.thegef.org/interior.aspx?id=17862>).

21. Pendant la période couverte par le présent rapport, sept projets au total ont été approuvés au titre du Fonds spécial pour un montant de 24,4 millions de dollars financés par ce fonds. Les cofinancements attendus pour les sept projets s'établissent à 92,7 millions de dollars (tableau 3). Quatre de ces projets sont des projets de grande envergure, les trois autres étant de moyenne envergure. Tous se rattachent au programme d'adaptation du Fonds spécial. L'annexe 3 en propose un résumé. Géographiquement, ces projets se répartissent entre l'Afrique et l'Amérique latine.

**Tableau 3. Fonds spécial sur les changements climatiques:
Projets approuvés au titre du programme d'adaptation
(1^{er} septembre 2006-31 août 2007)**

Pays	Nature du projet	Intitulé du projet	Entité d'exécution	Projet approuvé le	Dotation du FEM*	Cofinancement
					(En millions de dollars É.-U.)	
Équateur	Grande envergure	Adaptation au changement climatique par une gouvernance efficace du secteur de l'eau	PNUD	15/06/2007	3,4	6,0
Guyana	Grande envergure	Projet d'adaptation de Conservancy	Banque mondiale	23/01/2007	3,8	16,2
Kenya	Grande envergure	Adaptation au changement climatique dans les zones arides	Banque mondiale/ PNUD	23/01/2007	6,8	44,8
Projet régional (Bolivie, Pérou, Équateur)	Grande envergure	Élaboration et exécution de mesures pilotes d'adaptation au changement climatique dans les Andes	Banque mondiale	15/06/2007	7,5	21,8
Éthiopie	Moyenne envergure	Adaptation à la sécheresse et au changement climatique	PNUD	27/11/2006	1,0	1,9
Mozambique	Moyenne envergure	Adaptation à la sécheresse et au changement climatique	PNUD	27/11/2006	1,0	0,9
Zimbabwe	Moyenne envergure	Adaptation à la sécheresse et au changement climatique	PNUD	27/11/2006	1,0	1,2
Total					24,4	92,7

* Comprend les financements pour la préparation des projets.

22. Outre les projets de moyenne et de grande envergure adoptés par le Conseil, la directrice générale du FEM a approuvé des financements pour la préparation de projets (PPG), soit un montant total de 599 000 dollars financé par le Fonds spécial et destiné à un projet aux Philippines – Adaptation au changement climatique, phase I (PPG: 283 000 dollars; Projet FEM: 5 millions de dollars) – et à un projet en Chine – Prise en compte systématique de l'adaptation au changement climatique dans la gestion des ressources en eau et le développement rural (PPG: 316 000 dollars; Projet FEM: 5 millions de dollars)². Autrement dit, le montant total approuvé par le FEM au titre du Fonds spécial atteint 25 millions de dollars pour la période considérée.

² Ce projet en Chine a en fait été approuvé depuis lors par le Conseil du FEM en septembre 2007. Il ne fait pas partie du tableau 3 car il a été approuvé après la période faisant l'objet du présent rapport.

**Tableau 4. Financements approuvés pour la préparation de projets
(1^{er} septembre 2006-31 août 2007)**

Pays	Programme du Fonds spécial	Nature du projet	Intitulé du projet	Entité d'exécution	Date approbation	Montant (En millions de dollars É.-U.)
Chine	Adaptation	Grande envergure	Prise en compte systématique de l'adaptation au changement climatique dans la gestion des ressources en eau et le développement rural	Banque mondiale		0,316
Philippines	Adaptation	Grande envergure	Adaptation au changement climatique, phase I	Banque mondiale	19/3/2007	0,283
Total						0,599

23. Avant la période couverte par le présent rapport, le FEM n'avait approuvé qu'un seul projet (de moyenne envergure), en Tanzanie, au titre du Fonds spécial. Les activités mentionnées au tableau ci-dessus représentent donc une très forte augmentation des projets d'adaptation approuvés par le FEM au titre de ce fonds, aujourd'hui pleinement opérationnel.

24. Des contributions pour un montant total de 71,5 millions de dollars ont été annoncées au profit du Fonds spécial pendant la période considérée (11 millions de dollars pour le programme de transferts de technologie et 60,5 millions pour le programme d'adaptation au changement climatique). À la fin de cette période, 25 millions de dollars avaient été engagés sur des projets d'adaptation dans le cadre du Fonds. Aucun projet n'a encore été approuvé dans le cadre du programme de transferts de technologie. Les travaux se poursuivent pour définir des projets ayant une composante «renforcement des capacités», qui aideraient les pays à mettre en place les conditions favorables à des transferts de technologie et permettraient de trouver les partenaires susceptibles de les parrainer et les financer.

Activités approuvées au titre du Fonds pour les pays les moins avancés

25. Pendant la période couverte par le présent rapport, le Conseil du Fonds spécial/Fonds pour les PMA s'est réuni pour les deux premières fois, en décembre et en juin. Le compte rendu de ces réunions a été placé sur le site du FEM, à l'adresse mentionnée plus haut.

26. Dans le cadre du Fonds pour les PMA, tous les projets et les financements pour leur préparation sont approuvés de façon continue. Pendant la période considérée, aucun Programme d'action national pour l'adaptation au changement climatique (PANA) n'a été approuvé. Toutefois plusieurs PMA n'ayant pas encore de PANA ont commencé à travailler à leur préparation. Quatre financements PPG pour la préparation de projets d'adaptation ont été approuvés sur les ressources du Fonds pour les PMA. Le tableau 5 ci-dessous donne la liste par pays des PPG approuvés, dont le montant total s'établit à 0,6 millions de dollars.

**Tableau 5. Financements approuvés pour la préparation de projets
(1^{er} septembre 2006-31 août 2007)**

Pays	Programme	Nature du projet	Intitulé du projet	Entité d'exécution	Date approbation	Montant (En millions de dollars É.-U.)
Bangladesh	Fonds pour les PMA	Grande envergure	Boisement des zones côtières pour une adaptation de proximité au changement climatique	PNUD	25/11/2007	0,1
Érythrée	Fonds pour les PMA	Grande envergure	Changement climatique: Intégration des risques à la gestion de proximité du bétail dans les plaines du Nord-Ouest	PNUD	25/7/2007	0,1
Malawi	Fonds pour les PMA	Grande envergure	Changement climatique: Adaptation de l'agriculture et des moyens de subsistance en zone rurale	BAfD	29/8/2007	0,3
Niger	Fonds pour les PMA	Moyenne envergure	Application des mesures prioritaires du PANA pour renforcer la capacité d'adaptation du secteur de l'agriculture au changement climatique	PNUD	7/8/2007	0,1
Total						0,6

27. Des contributions pour un montant total de 163 millions de dollars ont été annoncées au profit du Fonds pour les PMA pendant la période considérée. À la fin de cette période, 12,5 millions de dollars avaient été engagés et décaissés pour financer des PANA, des PPG et des dépenses administratives. Quelque 150 millions de dollars restent à programmer pour répondre aux besoins d'adaptation urgents et immédiats des PMA dans le cadre de ce fonds.

IV. Suites données aux directives de la Conférence des Parties

28. Plusieurs des décisions prises par la Conférence à sa douzième session donnaient des directives au FEM et le chargeaient de rendre compte de leur application. La présente section expose la suite donnée à ces directives. On s'est efforcé d'éviter les répétitions lorsque plusieurs décisions couvraient des informations à fournir sur un même sujet.

29. La décision 1/CP.12 chargeait le FEM d'appliquer les alinéas *c* et *d* du paragraphe 2 de la décision créant le Fonds spécial et de commencer à mobiliser des ressources à l'appui de ce mécanisme.

30. La décision 2/CP.12 invitait le Fonds pour l'environnement mondial à:

- Accorder la priorité voulue aux activités d'adaptation conformément aux directives de la Conférence des Parties;
- Renforcer les travaux visant à faire mieux connaître les programmes et les procédures du FEM afin d'aider les pays en développement à avoir accès aux ressources de l'institution;
- Étudier les options pour la réalisation de projets relatifs à l'utilisation des terres et au changement d'affectation des sols dans le cadre de son domaine d'intervention «changements climatiques», à la lumière de l'expérience acquise;
- Poursuivre ses activités de promotion de projets de maîtrise de l'énergie;

- Prendre acte des difficultés auxquelles doivent faire face les petits États insulaires en développement (PEID) et les pays les moins avancés (PMA) pour accéder à ses ressources, qui sont mises en évidence dans son troisième Bilan global, et prendre des mesures pour y remédier.

31. La Conférence a également demandé au FEM de lui rendre compte de la suite donnée aux recommandations issues du troisième Bilan et du troisième Examen du mécanisme financier, de l'application des modifications du cycle de projets, et des dispositions prises pour inciter le secteur privé à dégager des ressources pour faire face au changement climatique.

32. La décision 3/CP.12 invitait le FEM à : étudier les possibilités de répondre aux préoccupations concernant la mobilisation de fonds; rendre compte de façon détaillée des ressources mises à la disposition des Parties; continuer à fournir des financements à l'appui des transferts de technologies; simplifier ses procédures et améliorer l'efficacité du processus relatif aux communications nationales; définir des modalités simples pour que les activités relatives à l'article 6 occupent une plus large place dans les projets proposés. La décision 5/CP.11 chargeait le FEM d'examiner les dispositions qui permettraient d'évaluer et d'appuyer le renforcement des capacités et la collecte d'informations à l'appui du captage et du stockage géologique du CO₂.

A. Fonds spécial sur les changements climatiques (Fonds spécial – Décision 1/CP.12)

Mise en œuvre des programmes d'activités c) et d) du Fonds spécial

33. Donnant suite aux directives supplémentaires reçues à la douzième session de la Conférence des Parties (décision 1/CP.12), le FEM a pris des mesures pour rendre opérationnels les «guichets» 2 c) et 2 d) de la décision 7/CP.7, à savoir «énergie, transports, industrie, agriculture, foresterie et gestion des déchets» et «aide à la diversification des économies des pays en développement parties visés à l'alinéa *h* du paragraphe 8 de l'article 4».

34. S'agissant du programme c) du Fonds spécial, la Caisse du FEM finance déjà des activités relatives à l'énergie et aux transports (al. *a* et *b* de la décision 1/CP.12) dans le cadre de ses activités ordinaires à l'appui de la maîtrise de l'énergie, des énergies renouvelables et des modes de transport viables, dans le cadre de son domaine d'intervention «changements climatiques». Le FEM a aussi alloué des ressources pour financer des activités sur l'agriculture et l'aménagement forestier (al. *c* et *d* de la décision 1/CP.12) au titre de ses domaines d'intervention «diversité biologique» et «dégradation des sols». Il faut donc procéder avec soin pour définir les activités dans ces domaines. Enfin, s'agissant de la gestion des déchets, le FEM a mis l'accent sur la récupération et l'exploitation du méthane en utilisant ses guichets de financement «mesures d'intervention à court terme» et «énergies renouvelables». Toutes ces activités ayant déjà bénéficié d'un concours financier du FEM dans le passé, la définition d'un pôle de financement supplémentaire se situant entre les activités à financer au titre de ce programme du Fonds spécial et celles appuyées par la Caisse du FEM n'est pas chose facile. Aussi les opérations dans le cadre du Fonds spécial seront-elles circonscrites à l'assistance technique, au renforcement des capacités et à la conduite d'activité pilotes précises respectant la directive et n'ouvrant pas droit au financement de la Caisse du FEM.

35. Dans cette optique, le Conseil du FEM a décidé en juin 2007 que l'aide à l'appui de ce programme d'adaptation sectorielle viserait initialement des activités non financées par la Caisse du FEM, organisées autour des axes prioritaires suivants:

- Convertisseurs d'énergie fossile de pointe émettant peu de gaz à effet de serre: Dans le cadre de cette initiative, le Fonds spécial financerait des activités de renforcement des capacités et d'assistance technique sur les convertisseurs d'énergie fossile de pointe (cycle combiné à gazéification intégrée – IGCC –, combustion souterraine du charbon, centrales au charbon

ultra-supercritiques, etc.) et des activités complémentaires visant à réduire les émissions de GES (comme la captage et le stockage géologique du CO₂);

- Innovations applicables à la maîtrise de l'énergie dans l'industrie et aux modes de transport viables: Dans ce domaine, le Fonds spécial financerait des activités de recherche ciblée et de renforcement des capacités pour rechercher des formules nouvelles et innovantes applicables à la maîtrise de l'énergie dans des industries bien déterminées et à des modes de transport viables, et pour définir des programmes sectoriels d'atténuation du risque climatique dans ces deux domaines; et
- Agriculture respectueuse du climat: Dans ce domaine, le Fonds spécial financerait des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités ainsi que l'expérimentation de: techniques agricoles émettant peu de GES, telles que la culture sans labour ou à labour limité (dans le respect des mesures de sauvegarde applicables aux substances chimiques); méthodes de remplacement permettant de réduire les émissions de N₂O dans l'agriculture; et méthodes de remplacement de l'agriculture à faibles niveaux d'intrants pour réduire globalement les émissions de GES.

36. Tous les projets rattachés à ce programme du Fonds spécial comporteront un bref énoncé des objectifs; des liens avec les priorités de programmation actuelle du FEM; un exposé des raisons pour lesquelles l'approche adoptée diffère des activités qui pourraient ouvrir droit à un financement du FEM dans le cadre des priorités de programmation actuelles; une évaluation de l'utilité du projet et des besoins propres au pays concerné; une justification du choix des entités d'exécution; et une évaluation des incidences du projet financé sur la future programmation du FEM, les crédits carbone, notamment au titre du Protocole de Kyoto, et les autres formes de contribution possibles aux activités de prévention du risque climatique à l'avenir.

37. Compte tenu de la complexité d'une restructuration de l'économie d'un pays, le programme de diversification économique du Fonds spécial (al. *d* du paragraphe 2 de la décision 7/CP.7) s'inscrit nécessairement dans la durée et devra donc être considéré comme un vecteur de la facilitation d'autres processus, mécanismes et mesures de diversification.

38. Conformément à la directive de la Conférence, ce programme s'adressera initialement à deux groupes de pays: 1) ceux dont l'économie dépend étroitement de l'importation de combustibles fossiles, ce qui la rend très vulnérable; et 2) ceux dont l'économie est très dépendante des revenus d'exportation de combustibles fossiles.

39. Les opérations pouvant être financées dans le cadre de ce programme correspondront à des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités dans les domaines suivants:

a) Évaluation de la vulnérabilité résultant d'une forte dépendance à l'égard des combustibles fossiles et élaboration de stratégies et politiques nationales de développement et de diversification de l'économie et de l'industrie (dont les cadres juridiques et réglementaires nécessaires) pour réduire la dépendance à l'égard de la production, de l'exportation et de la consommation de produits fossiles;

b) Facilitation des investissements dans le secteur public et création des conditions favorables aux investissements dans le secteur privé pour faciliter la diversification de l'économie et réduire la dépendance à l'égard des combustibles fossiles;

c) Préparation d'études de pré faisabilité, de plans d'activité et de plans stratégiques intégrés pour faciliter l'élaboration et l'application des stratégies et mesures nationales et sectorielles de diversification de l'économie; et

d) Promotion de la diffusion et du transfert de convertisseurs d'énergie fossile innovants, sophistiqués et émettant peu de GES, et d'autres technologies de remplacement.

40. En octobre 2007, le Conseil du FEM a approuvé par courrier le document de programmation de l'application de la directive reçue de la Conférence à sa douzième session, intitulé «Programming to Implement the Guidance for the Special Climate Change Fund Adopted by the Conference of the Parties to the United Nations Framework Convention on Climate Change at its Twelfth Session» (GEF/LDCF.SCCF.2/4/Rev.1).

B. Examen du mécanisme financier (Décision 2/CP.12)

Adaptation au changement climatique

41. Donnant suite aux directives de la Conférence des Parties, le FEM a lancé plusieurs mécanismes novateurs d'adaptation au changement climatique, dont la priorité stratégique «adaptation» qui émerge à la Caisse du FEM et qui permet de faire face aux méfaits de la modification du climat en finançant des mesures d'adaptation dont l'objet est de réduire la vulnérabilité et accroître la capacité d'adaptation des pays, de la population et de leurs écosystèmes. En outre, le FEM met actuellement au point une méthode d'évaluation des effets du changement climatique, qui sera appliquée à tous les projets financés par l'institution pour les compléter systématiquement de mesures de ce type.

42. Utilisant les ressources de la Caisse, le FEM a affecté 50 millions de dollars à la priorité «adaptation» pour prendre des mesures sur le terrain dans ce domaine. Au 31 août 2007, 29,6 millions de dollars avaient ainsi été engagés sur 12 projets, et 119 millions de dollars de cofinancement avaient été mobilisés. Beaucoup d'autres projets sont en préparation et le portefeuille financé au titre de cette priorité devrait être finalisé d'ici à juin 2008 ans plus tard. Le portefeuille actuel est déjà bien diversifié, recouvrant plusieurs régions et domaines d'intervention. Par région, 14 % des financements concernent l'Asie, 33 % l'Amérique latine et les Caraïbes, 28 % l'Afrique et 4 % l'Europe orientale et centrale, les 21 % restants étant affectés à des projets mondiaux. Par domaine d'intervention, 43 % vont à la diversité biologique, 23 % à la dégradation des sols, 11 % aux eaux internationales, 2 % aux changements climatiques et 21 % à des projets intersectoriels. À l'achèvement des projets, le Conseil du FEM évaluera la priorité stratégique «adaptation» et examinera la suite à y donner, conformément aux directives de la Conférence.

43. Hors Caisse du FEM, les financements accordés par l'institution au titre du Fonds pour les PMA et du Fonds spécial pour accompagner des activités d'adaptation ont considérablement augmenté pendant la période couverte par le présent rapport. Comme on l'a vu plus haut, 163 millions de dollars ont été mobilisés au profit du Fonds pour les PMA, et 60 millions de dollars à l'appui du Fonds spécial, pour financer des activités adaptation. Pendant les douze mois écoulés, 25 millions de dollars ont été engagés sur des projets au titre du Fonds spécial, contre seulement 1 million de dollars pour un projet auparavant. En outre, le FEM gère un portefeuille dynamique de projets d'adaptation actuellement en préparation au titre de ce fonds. Ils seront financés une fois leur préparation achevée. Le développement ultérieur de ce portefeuille dépendra de la reconstitution des ressources qui lui sont affectées.

Sensibilisation aux programmes et procédures du FEM

44. Le FEM a mis en place toute une série de mécanismes pour aider les pays bénéficiaires à travailler avec l'institution. Il s'agit notamment d'ateliers sous-régionaux, de l'Initiative pour l'organisation d'ateliers de dialogue national, du Programme d'aide aux points focaux nationaux et du Programme d'aide aux membres du Conseil. Les changements importants provoqués par l'adoption, en 2006, du Dispositif d'allocation des ressources (DAR) et de réformes des politiques et des modes de travail pour simplifier et renforcer l'efficacité de la programmation du FEM ont amené le secrétariat à engager directement le dialogue avec les pays bénéficiaires.

45. Comme on l'a vu plus haut (sect. II: Le programme de réforme), le FEM a directement pris contact avec les pays bénéficiaires pour s'assurer que la programmation des ressources de FEM-4 correspondait: i) aux orientations stratégiques qui ressortent des stratégies dans les domaines d'intervention; ii) aux priorités nationales résultant des programmes nationaux de développement durable et des engagements à protéger l'environnement de la planète; et iii) aux avantages comparatifs respectifs des entités d'exécution. Ce dialogue direct est un mécanisme nouveau et important qui a non seulement permis aux pays bénéficiaires de comprendre le fonctionnement du DAR, mais qui a aussi fait naître de nouveaux moyens de communication directe susceptibles d'être utilisés pour prendre en compte les inquiétudes de ces pays lorsqu'elles apparaissent. Le secrétariat a terminé un premier cycle de consultations avec ces pays pendant la période de six mois comprise entre le 19 octobre 2006 et le 25 avril 2007.

46. En octobre 2006, le secrétariat a mis en place un mécanisme lui permettant d'engager directement un dialogue avec tous les pays pouvant prétendre au financement du FEM dans le cadre du DAR. Les pays qui avaient répondu avant le 15 septembre 2006 en envoyant une liste de projets à financer en priorité sur les ressources qui leur avaient été allouées ont été contactés en premier. Le secrétariat s'est mis en rapport avec les points focaux des opérations du FEM pour les inviter à participer à une téléconférence avec ses services techniques à un moment convenant à tous. Il a également demandé aux points focaux d'y convier leurs homologues pour les Conventions, leurs collègues des ministères techniques et les autres acteurs nationaux compétents.

47. Après leur participation à la téléconférence, plusieurs pays ont organisé des réunions et consultations nationales à la suite desquelles ils ont fait connaître au secrétariat les changements qu'ils souhaitent apporter à la méthode ou aux priorités qu'ils avaient retenues pour leur programmation. Le cas échéant, les représentants des services techniques compétents du secrétariat ont alors eu de nouveaux entretiens avec les pays. En outre, le secrétariat a invité les pays à travailler avec les entités d'exécution pour élaborer des projets conformes à la stratégie du FEM dans le domaine d'intervention considéré, à choisir ces organismes en fonction de leur avantage comparatif et à soumettre les projets ainsi préparés à son examen et à son approbation.

48. Ces contacts directs entre les pays bénéficiaires et le secrétariat du FEM ont créé un nouveau mode intéressant de collaboration stratégique. Le secrétariat a mené à bien son premier cycle de dialogue direct avec les pays bénéficiaires. Au total, 129 pays ont été appelés sur une période de six mois.

49. Cette nouvelle forme de collaboration a généralement été bien accueillie par les pays bénéficiaires. Les pays aux capacités nationales limitées ou n'ayant pratiquement pas travaillé avec le FEM jusque-là ont été les premiers à saluer cette initiative. Les pays ont également été sensibles à la possibilité de s'entendre directement avec le FEM sur des projets précis qui avaient été rejetés ou jugés non conformes aux critères de financement, plutôt que de devoir attendre une réponse transmise par l'intermédiaire des entités d'exécution.

50. Cette première série de dialogues a clairement montré qu'il fallait renforcer les relations avec les pays et améliorer la communication du secrétariat pour que les actions menées sur le terrain gagnent en efficacité au plan des coûts et des résultats.

51. Outre le dialogue qu'il a engagé directement avec les pays, le FEM a également examiné la question de la programmation avec un échantillon de pays à l'occasion de sept ateliers de dialogue national et de 15 réunions de groupes de pays³. Le FEM a également eu des entretiens bilatéraux en

³ En 2007, les membres du Conseil des pays suivants ont organisé une réunion de leur groupe: Bénin, Moldova, Philippines (2), Argentine, Thaïlande (2), Cap-Vert (2), Cameroun, Malawi (2), Djibouti (2), Suisse (3), et Bahamas (2). En outre, cinq ateliers de dialogue national ont lieu au Honduras, en Iran, au Mozambique, aux Seychelles et à Maurice.

marge des réunions du Conseil, des réunions des organes des Conventions et d'autres manifestations telles que la réunion extraordinaire que la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE) a consacré au programme d'investissements stratégiques du FEM pour la gestion durable des sols en Afrique, les 24 et 25 avril 2007, au Burkina Faso.

52. Pendant la période faisant l'objet du présent rapport, des ateliers sous-régionaux ont eu lieu en Turquie, pour la région Europe orientale et centrale, en Thaïlande, pour la région Asie orientale et centrale, à Nairobi, pour la région Afrique orientale et australe, et au Sénégal, pour la région Afrique occidentale et centrale. Des ateliers sous régionaux supplémentaires ont également été organisés en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Océanie. Un atelier sous régional est prévu pour la région Asie du Sud et la région Moyen-Orient et Afrique du Nord d'ici à la fin de l'année civile 2007. Les questions examinées à chaque atelier sous-régional sont fonctions des informations transmises par les pays à la suite des ateliers précédents. Contrairement aux ateliers de 2006 qui étaient très largement axés sur l'examen du DAR, ceux de 2007 ont porté sur l'allocation des ressources dans le contexte plus large d'un ensemble de politiques et de mécanismes du FEM, tels que les stratégies révisées dans les domaines d'intervention et le cycle de projet.

53. Les modalités applicables au Programme d'aide aux points focaux nationaux et les comptes rendus analytiques des ateliers sous-régionaux sont placés sur le site du FEM (www.gefcountrysupport.org/report). Un espace d'information dynamique et interactif pour les points focaux est désormais proposé sur le Web dans le cadre du Programme d'aide. Deux fois par an, le Programme d'aide finance aussi des réunions des groupes de pays au cours desquelles le secrétariat et les entités d'exécution fournissent des informations pour mieux faire connaître les programmes et procédures du FEM, répondre aux préoccupations des pays et aider ces derniers à accéder aux financements de l'institution.

Projets relatifs à l'utilisation des sols et au changement d'affectation des terres

54. La décision 2/CP.12 priait le FEM «d'étudier les options pour la réalisation de projets relatifs à l'utilisation des terres et au changement d'affectation des terres dans le cadre de son domaine d'intervention «changements climatiques», à la lumière de l'expérience acquise». Par le passé le FEM est intervenu dans le domaine «diversité biologique» pour protéger les écosystèmes terrestres d'importance mondiale et dans le domaine «dégradation des sols» pour protéger les ressources terrestres contre la dégradation. Pendant FEM-3, le Fonds a consacré des financements à plus de 20 millions d'hectares de zones protégées dans le domaine d'intervention «diversité biologique». Depuis la conception de l'institution en 1991, ce sont quelque 70 millions d'hectares d'aires protégées des pays bénéficiaires qui ont fait l'objet de ses financements. Pour FEM-3, on estime à pas moins de 98 millions d'hectares les zones terrestres et maritimes «non protégées» également couvertes par des programmes visant à prendre systématiquement en compte la biodiversité. Pendant la même période, l'aide du FEM a contribué à protéger directement 19,2 millions d'hectares dans le domaine d'intervention «dégradation des sols», aidant aussi à préserver indirectement 27,8 millions d'hectares. Malheureusement on ne connaît pas avec précision les volumes des émissions ainsi évitées ou réduites. Mais il est clair, au regard des chiffres estimatifs ci-dessus, que le FEM joue déjà un rôle majeur dans la protection des sols, forêts y compris, contre la dégradation due à une gestion impropre.

55. Dans le cadre du processus de révision de la stratégie applicable à FEM-4, le FEM a décidé d'intégrer à sa programmation un nouveau programme stratégique baptisé «utilisation des sols, changement de l'affectation des terres et foresterie (LULUCF) comme moyen de préserver les puits de carbone et d'éviter les émissions de gaz à effet de serre» (voir annexe 1). Ce programme stratégique aura les effets positifs suivants: réduction des émissions de GES par les activités dites LULUCF; adoption d'une méthode systématique pour mesurer avec exactitude et d'une façon efficace par aux coûts les stocks et les flux de CO₂ dans les systèmes d'utilisation des terres; et détermination et adoption des politiques et

méthodes permettant de réduire les émissions dans le secteur dit LULUCF. Ce programme stratégique se rattache également au programme intersectoriel d'aménagement forestier durable du FEM.

56. La clef de voûte de ce programme sera une initiative mondiale visant à mettre au point une méthode fiable pour mesurer les émissions de GES évitées grâce aux activités de projets financées par le FEM. Inspirés des recommandations du GIEC en matière de bonnes pratiques pour mesurer les stocks et les émissions de CO₂, les outils à mettre en place dans le cadre de ce programme associeront les données sur les peuplements forestiers et les mesures de CO₂ à l'imagerie satellitaire pour permettre un suivi et un contrôle systématiques plus efficaces des progrès accomplis dans la réduction des émissions résultant des changements inappropriés de l'affectation des terres. Outre les ressources issues des ressources allouées au titre des projets régionaux et mondiaux dans les domaines d'intervention «diversité biologique» et «changements climatiques» et des dotations dans le domaine d'intervention «dégradation des sols», les pays souhaitant participer à ce programme peuvent consacrer une part de l'aide du FEM dans le domaine «changements climatiques» à l'élaboration de leurs propres coefficients d'étalonnage en se servant des données locales et des renseignements de télédétection existants à l'échelle mondiale. Le FEM fournit également une assistance technique aux pays dans les domaines suivants: formulation des politiques; renforcement des capacités institutionnelles et techniques pour mettre en œuvre les stratégies et les politiques; mise en place et à l'épreuve de politiques visant à freiner les facteurs du changement inapproprié de l'affectation des terres; et collaboration avec les populations locales pour remplacer leurs moyens de subsistance en cause par des solutions favorisant la réduction des émissions et la séquestration du carbone. Lorsque les pays disposent des données pertinentes sur les peuplements forestiers et maîtrisent les facteurs du changement de l'affectation des terres, ils peuvent utiliser les ressources de FEM-4 pour réaliser, à titre pilote, des projets d'investissement visant à réduire les émissions nettes de CO₂ dans le secteur LULUCF.

Projets de maîtrise de l'énergie

57. La stratégie de programmation révisée applicable à FEM-4 fait une grande place au renforcement de la maîtrise de l'énergie comme moyen de réduire les émissions de GES (voir annexe 1). La stratégie dans le domaine d'intervention «changements climatiques» fait des bâtiments à faible consommation d'énergie et de la maîtrise de l'énergie dans l'industrie deux programmes stratégiques clefs à réaliser pendant FEM-4. L'aide du FEM à la maîtrise de l'énergie gagnera donc en importance au fil du temps.

58. Le niveau des financements affectés aux projets de maîtrise de l'énergie est resté élevé pendant la période couverte par le présent rapport. Comme le montre le tableau 1, 4 des 10 projets liés au changement climatique financés par la Caisse du FEM portaient sur la maîtrise de l'énergie. Ces projets seront exécutés dans les pays et régions clefs dont les possibilités et la demande d'une meilleure maîtrise de l'énergie sont particulièrement importantes, à savoir:

- Brésil: Transformation du marché à l'appui de bâtiments à faible consommation d'énergie;
- Chine: Financements pour une meilleure maîtrise de l'énergie;
- Asie du Sud-est et de l'Est: Suppression des obstacles à l'élaboration et l'exécution économiques d'un programme d'adoption de normes de rendement énergétique et d'écoétiquetage; et
- Inde: Économie d'énergie dans les fabriques artisanales de thé en Inde du Sud.

59. Ensemble, ces projets de maîtrise de l'énergie représentent plus de 43 % des allocations issues de la Caisse du FEM pour la période examinée, soit un montant total de 35,1 millions de dollars. Beaucoup d'autres projets de ce type devraient être inscrits au portefeuille des projets en préparation du FEM à approuver au titre de la période restante de FEM-4.

Aide aux PEID et PMA

60. Donnant suite aux directives de la Conférence sur le renforcement de l'aide aux PEID, le FEM a mis en place une plateforme-cadre à l'intention des pays concernés. Cette plate-forme, l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable, qui pour un départ regroupe 15 pays du Pacifique, permettra de mener les trois actions suivantes au profit de la région:

- Offrir des solutions d'adaptation aux effets de la modification du climat sur le terrain;
- Augmenter considérablement les ressources fournies directement aux pays par le FEM; et
- Amener les gouvernements à prendre la direction de toutes les activités financées par le FEM.

61. Le plan-cadre mis en œuvre dans le Pacifique vient ainsi remplacer les projets isolés de petite envergure par des solutions globales à long terme qui allègent la charge administrative pesant sur les gouvernements tout en améliorant l'efficacité. L'Alliance comprendra également un volet du Programme de microfinancements du FEM auquel tous les pays de la région auront accès d'ici à fin 2007.

62. L'approche-programme ainsi adoptée prendra totalement en compte les directives de la Conférence tout en étant en conformité avec la Déclaration de Maurice et les stratégies régionales en place. Il était nécessaire d'adopter un programme global face au défi complexe du renforcement de la capacité des populations à s'adapter à la multiplication des phénomènes que sont les cyclones, les inondations, la sécheresse et l'élévation du niveau de la mer.

63. Le Samoa et Kiribati ont déjà adopté cette approche intégrée dans le cadre de projets financés par le guichet «adaptation» du FEM. Le Gouvernement samoan est en train d'adopter une approche globale de l'adaptation qui recouperait l'amélioration du secteur de la santé, le lancement de projets agricoles pilotes, et l'amélioration des systèmes de préalerte. Tout cela a été favorisé par le lancement d'un projet multisectoriel bien intégré qui renforce la stratégie d'adaptation du pays. Un projet sectoriel n'aurait pas eu un tel impact face aux effets de la modification du climat dans les PEID.

64. Témoignant de la manière dont les priorités de développement durable peuvent être intégrées concrètement aux objectifs de protection de l'environnement mondial, les deux initiatives ci-après illustrent parfaitement comment l'approche-programme permet de renforcer la capacité des PEID du Pacifique à s'adapter aux aléas du climat aux plans économique et écologique:

65. *Challenge micronésien*: Dans le cadre de cette initiative, trois pays du Pacifique ont décidé de préserver 30 % de leurs ressources marines côtières et 20 % des ressources forestières d'ici à 2020. Ayant pris un engagement politique, ils ont décidé de s'occuper de la question du financement durable. Les trois pays participants à cette initiative ont établi les différentes activités à mener. Palau a pris les devants en envisageant de faire payer aux touristes certains droits qui, tous les ans, serviront à financer la gestion des ressources marines et forestières du pays. Le projet s'est ainsi transformé en un programme de long terme qui se poursuivra même après l'épuisement des ressources du FEM et d'autres sources extérieures.

66. Par ailleurs, deux ONG, Conservation International et Nature Conservancy, ont décidé de joindre les contributions annoncées par certains bailleurs de fonds bilatéraux à l'aide du FEM. En somme, il s'agit-là d'une mise en place réussie de financements durables au profit d'un projet à long terme qui vient en aide au pays et s'adapte au changement climatique.

67. *Triangle de corail*: Similaire à la précédente, cette initiative que d'autres pays du Pacifique envisagent de prendre en partenariat avec des pays de l'Asie de l'Est, vise à protéger les thonidés et les écosystèmes coralliens tout en contribuant à réduire la pauvreté. Couvrant une superficie d'environ

6 500 000 km², le Triangle de corail abrite des espèces de thonidés commercialement exploitées qui s'y reproduisent pour ensuite migrer vers les océans Indien et Pacifique où a lieu 90 % des prises mondiales. L'initiative vise à limiter la destruction de l'habitat et la surpêche de l'espèce par l'établissement d'un réseau de zones protégées. Elle promouvra le commerce de poissons de récifs vivants, la pêche durable de thon et l'écotourisme, et renforcera la capacité d'adaptation de la région au changement climatique.

68. Cette initiative trouve toute son importance dans la décision des pays d'envisager un renforcement du régime commercial en place. La nouvelle formule permettra au secteur d'internaliser les coûts sociaux et écologiques de la gestion du thon dans la région, pérennisant par là les effets positifs de ce projet que le Fonds mondial pour la nature (WWF) et la Banque asiatique de développement envisagent de cofinancer.

69. *Augmentation de l'aide du FEM*: Au cours des quinze années écoulées le FEM a fourni quelque 86 millions de dollars aux pays du Pacifique dans les domaines d'intervention «diversité biologique», «changements climatiques» et «polluants organiques persistants». Avec l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable, ces financements seront multipliés par six tous les ans, et atteindront 100 millions de dollars pendant FEM-4. D'autre part, le plan-cadre devrait contribuer à augmenter sensiblement les cofinancements des activités parrainées par le FEM, ce qui aura un impact notable sur ses programmes d'adaptation.

70. *Laisser les pays aux commandes*: L'un des avantages du Dispositif d'allocation des ressources qui détermine à l'avance les allocations auxquelles peuvent prétendre les pays tient au fait qu'il permet à ces derniers de prendre en main les projets financés par le FEM. Et cela se traduit déjà dans les faits. En effet, pour la première fois, les gouvernements ont, en leur sein, examiné et établi à l'avance les priorités nationales pour les projets à venir.

71. Cette approche étant particulièrement intéressante, d'autres petits États insulaires des Caraïbes envisagent d'adopter une démarche similaire.

72. *Aide des entités d'exécution du FEM*: L'Alliance pour un avenir durable est un partenariat réunissant des entités d'exécution du FEM, des organisations régionales et des ONG internationales apportant un soutien coordonné aux gouvernements dans le cadre de projets exécutés à l'échelle nationale.

73. La Banque mondiale a pris les devants et met en place ce programme en mettant à profit sa vaste expérience des projets de développement et de croissance économique, et en usant de sa capacité opérationnelle pour mettre cet acquis au service de la protection de l'environnement. Son rôle se limite à aider les pays à élaborer un programme d'investissement. Il revient ensuite aux gouvernements de retenir les entités d'exécution souhaitées pour administrer les projets rattachés à ce programme.

74. À l'aide des entités d'exécution du FEM vient s'ajouter l'affectation dans la région d'un conseiller permanent du FEM pour aider les pays à avoir plus aisément accès aux ressources de l'institution. Relevant du Programme régional océanien de l'environnement, cette fonction est financée par les Gouvernements australien et néo-zélandais.

Suite donnée aux recommandations formulées dans le cadre du troisième Bilan global du FEM et du troisième Examen du mécanisme financier

75. La suite donnée par le Conseil du FEM aux recommandations du troisième Bilan global est présentée dans le document sur la quatrième reconstitution des ressources de la Caisse du FEM (GEF/C.29/3GEF/A.3/6). Le secrétariat et les entités d'exécution s'emploient à mettre en œuvre ces recommandations sous la supervision de la directrice générale, dans le cadre du processus de réforme du FEM. Les six principales recommandations en question sont présentées ci-après, assorties d'un bref descriptif des actions menées pour y donner suite:

- i) Programmation des orientations (synergies entre les domaines d'intervention et liens entre environnement et développement): La stratégie révisée applicable à FEM-4 intègre en soi un effort de créer des synergies et fait une plus grande place à l'environnement et au développement. En outre, elle comprend un programme intersectoriel d'aménagement forestier durable recoupant les différents domaines d'intervention du FEM et aidant les pays à utiliser les ressources allouées dans les domaines «changements climatiques», «diversité biologique» ou «dégradation des sols» pour assurer la viabilité à long terme de leurs forêts.
- ii) Politiques et stratégies (révision des stratégies des domaines d'intervention, secteur privé et surcoût): Le FEM a reformulé les stratégies relatives aux domaines d'intervention (voir annexe 1 pour ce qui est des changements climatiques), lancé l'Initiative de promotion des partenariats public-privé (voir plus haut), et simplifié le mode de calcul du surcoût (voir sect. C ci-dessous).
- iii) Réformes institutionnelles (Dispositif d'allocation des ressources et mécanisme d'élargissement du rôle des organismes d'exécution): Le Dispositif d'allocation des ressources est actuellement appliqué dans le domaine d'intervention «changements climatiques». Les agents et organismes d'exécution ont été placés sur un pied d'égalité – désormais ils reçoivent tous les mêmes allocations pour frais de gestion et peuvent tous aider les pays dans le cadre de la programmation du FEM en tenant compte de leurs domaines de compétence respectifs (voir sect. II ci-dessus).
- iv) Gestion à objectif de résultat (renforcement des capacités, indicateurs de résultats et indicateurs nationaux): En juin 2007, le Conseil du FEM a approuvé le Mécanisme de gestion à objectif de résultat qui permet de suivre l'exécution de l'ensemble du portefeuille de l'institution (GEF/C.31/11). Les principaux indicateurs servant à suivre les progrès des projets et du portefeuille vers la réalisation des objectifs fixés sont ceux établis dans le cadre du processus de révision des stratégies des domaines d'intervention. Le secrétariat étendra par ailleurs l'élaboration et l'application du Mécanisme de gestion à objectif de résultat à tous les domaines d'intervention du FEM durant l'année à venir.
- v) Réformes au plan opérationnel (allègement du cycle des projets, gestion du portefeuille des projets en préparation, responsabilité fiduciaire, communication et transparence de l'information, prise en compte et transfert des enseignements tirés des projets, réforme budgétaire et efficacité de l'institution): Le cycle de projet du FEM a été simplifié et allégé (voir ci-après). Toutes les entités d'exécution ont le devoir d'observer les normes fiduciaires internationales les plus élevées (GEF/C.31/6). La stratégie de communication de l'institution a été soumise à l'examen du Conseil en novembre 2007, et le budget du Fonds est en cours de refonte et d'examen. Comme on l'a relevé à la Section II, les agents d'exécution n'émargent plus directement au budget de fonctionnement du FEM.
- vi) Suivi et évaluation (qualité des systèmes de suivi et d'évaluation, respect des normes minimales de suivi et d'évaluation, et tableau synoptique de la performance et des résultats). Le Bureau de l'évaluation du FEM a établi les normes auxquelles doivent répondre les systèmes de suivi et d'évaluation. Les projets sont examinés de façon continue pour s'assurer du respect des critères voulus au moment de l'agrément par le DG.

Simplification des procédures et du processus d'instruction des projets du FEM

76. La simplification des procédures et du processus d'instruction des projets du FEM constitue un volet clef du programme de réforme lancé par la directrice générale. À cet effet, le secrétariat a élaboré un nouveau cycle de projet que le Conseil a approuvé en juin 2007. L'objectif était de ramener à moins de vingt-deux mois le délai d'instruction des projets, depuis leur identification jusqu'à leur lancement, sans compromettre la qualité des activités ni relâcher le devoir de responsabilité financière.

77. La nouvelle formule fait intervenir le secrétariat, le directeur général et le Conseil du FEM dans le cycle des projets des agents et organismes d'exécution et comprend les étapes suivantes:

- a) Approbation par le Conseil du programme de travail, composé des fiches d'identité des projets (FIP) validées par le DG;
- b) Agrément du DG après examen par le Conseil des projets dont la préparation est achevée; et
- c) Suivi par le secrétariat de la performance du portefeuille pendant l'exécution des projets, et supervision de l'évaluation par le Bureau de l'évaluation.

78. Le FEM entend ramener à moins de vingt-deux mois la durée du cycle de projet, de l'approbation de la FIP à l'agrément du projet par le DG. Outre la diminution du nombre d'étapes, le nouveau cycle vise à réduire le nombre de documents à présenter en veillant à ce que le secrétariat circonscrive son examen des FIP et des descriptifs de projets aux aspects indispensables à la réalisation des objectifs pour lesquels le financement du FEM est accordé. Le document relatif au cycle de projet du FEM a été placé sur le site de l'institution (http://thegef.org/interior_right.aspx?id=17634).

Mobilisation du secteur privé

79. En juin 2007, le Conseil du FEM a approuvé l'Initiative de promotion des partenariats public-privé (PPP) (<http://thegef.org/interior.aspx?id=17160>), qui vise à faciliter une mobilisation stratégique du secteur privé pour l'amener à participer aux efforts du FEM face aux enjeux environnementaux mondiaux dans les pays en développement. L'implication du secteur privé permettra d'obtenir des résultats à une échelle plus grande que celle qui serait atteinte si le FEM agissait tout seul. Venant appuyer un programme stratégique d'investissement dans des solutions technologiques et financières compétitives en faveur de l'environnement, cette initiative favorisera également l'élargissement de l'utilisation de nouveaux instruments à tester. Des plates-formes sectorielles relevant des domaines d'intervention et priorités du FEM seront élaborées et exécutés.

80. L'Initiative PPP sera dotée d'une structure de gouvernance distincte constituée d'un conseil d'administration et de comités directeurs des plates-formes. Présidés par le Directeur général du FEM, ces comités seront composés de membres du Conseil de l'institution et de représentants du secteur privé, de fondations et d'ONG. Le FEM a doté la Caisse de l'Initiative d'une mise de fonds de 50 000 millions de dollars, ce qui devrait mobiliser 200 millions de dollars de cofinancement auprès de ses entités d'exécution, d'organismes bilatéraux, du secteur privé, de fondations et d'ONG.

81. L'Initiative PPP démarre avec deux outils stratégiques innovants visant à générer des capitaux et des investissements directs au profit des technologies environnementales, à savoir: mise au point de produits financiers et capitaux pour des prix. Il s'agira d'identifier des plates-formes visant à adopter une approche innovante et stratégique face à un enjeu environnemental mondial spécifique sur lequel le FEM et le secteur privé peuvent décider de collaborer. Ces plates-formes serviront en outre à appuyer les transferts de technologie et de capitaux vers les pays en développement.

C. Directives supplémentaires à l'intention du FEM (3/CP.12)

Prescriptions concernant la mobilisation de fonds additionnels pour les projets

82. L'Instrument du FEM stipule que le Fonds intervient «dans le but de fournir, à titre gracieux ou à des conditions libérales, des moyens de financement nouveaux et supplémentaires destinés à couvrir les surcoûts convenus de mesures visant à améliorer la protection de l'environnement mondial». Le Conseil, le secrétariat et les entités d'exécution du FEM, ainsi que les promoteurs de projets, les gouvernements et les ONG, ont reconnu que l'application du principe du surcoût était complexe et pas toujours transparente. Pour y remédier, le FEM a, dans le cadre du processus de réforme de FEM-4, adopté une nouvelle approche pragmatique et simplifiée du calcul du surcoût.

83. Cette approche s'articule autour de cinq étapes qui permettent de simplifier le processus d'évaluation du surcoût. Elle donne une définition plus claire, et intègre l'analyse du surcoût à la gestion axée sur les résultats et au cycle des projets du FEM. Ces cinq étapes sont les suivantes:

1. Mise en évidence du problème, de la menace ou de l'obstacle de nature environnementale et du scénario du «statu quo»;
2. Mise en évidence des effets positifs pour l'environnement mondial et conformité avec les programmes et priorités stratégiques du FEM dans le domaine d'intervention considéré;
3. Établissement d'une grille de résultats;
4. Présentation de la logique du surcoût et du rôle du FEM; et
5. Définition de la place du cofinancement.

84. Les modalités opérationnelles relatives à l'application du principe du surcoût ont été placées sur le site du FEM (http://thegef.org/interior_right.aspx?id=17634).

85. Comme indiqué dans sa stratégie opérationnelle, l'un des principes clefs de l'aide du FEM consiste à privilégier le rôle catalyseur de l'institution face aux efforts visant à maximiser la protection de l'environnement mondial et à mobiliser des ressources financières additionnelles auprès d'autres sources. Le FEM financera les actions qui ont un effet démultiplicateur et répondent aux impératifs d'innovation, d'expérimentation, de démonstration et de transposition. Il est important d'obtenir les cofinancements voulus pour assurer le succès des projets et en tirer tous les effets positifs, à l'échelle aussi bien mondiale que locale.

86. Force est de relever que le FEM a adopté une approche souple et pragmatique en matière de cofinancement, surtout dans le domaine des changements climatiques. Le montant du cofinancement à mettre en place est désormais fonction du type de projet et du contexte du pays bénéficiaire. À titre d'exemple, si un projet vise à mettre en place un programme d'écoétiquetage des appareils à faible consommation d'énergie, le plus important sera l'engagement des décideurs du pays concerné, une grande part du cofinancement pouvant se faire en nature, notamment sous forme de participation à la conception et à l'exécution du projet. Par contre, si un projet vise à financer la mise en valeur à grande échelle des énergies renouvelables, les financements du FEM doivent se compléter d'un cofinancement significatif pour appuyer les investissements nécessaires. L'aide du FEM portera surtout sur l'assistance technique et sur un nombre limité d'activités de démonstration, le cas échéant. Les cofinancements du gouvernement concerné, des institutions financières et du secteur privé seront essentiels pour obtenir des résultats palpables d'un tel projet.

Rapport sur la disponibilité des ressources dans le cadre du Dispositif d'allocation des ressources (DAR)

87. Le FEM publie et actualise régulièrement les informations relatives à la disponibilité et à l'utilisation des ressources allouées à chaque pays dans le cadre du DAR. Les allocations indicatives initiales pour FEM-4 sont présentées dans le document d'information relatif au DAR intitulé *Dispositif d'allocation des ressources du FEM: montant indicatif des allocations pour FEM-4 dans les domaines d'intervention «diversité biologique» et «changements climatiques»*, en date du 15 septembre 2006 (http://thegef.org/uploadedFiles/Politiques/Resource_Allocation_Framework/GEF-4_Indicative_Allocations/RAF_Public_Disclosure_Document_French_15Sep2006.pdf). Ces allocations seront revues à mi-parcours de FEM-4, dès juillet 2008, conformément aux recommandations qui découleront de l'examen à mi-parcours du DAR.

88. Au 15 octobre 2007, 95,6 millions de dollars de ressources du DAR au total avaient été alloués dans le domaine d'intervention «changements climatiques» et 120 millions de dollars étaient en cours de programmation, ramenant à 733 millions de dollars le montant des ressources restant à programmer. Le document GEF/C.32/Inf.6/Rev.1, placé sur le site de l'institution [http://www.thegef.org/uploadedFiles/Documents/Council_Documents_\(PDF_DOC\)/GEF-C32/C32.Inf6.rev1%20RAF%20Implementation%20Progress%20Report_final_10-15-2007.pdf](http://www.thegef.org/uploadedFiles/Documents/Council_Documents_(PDF_DOC)/GEF-C32/C32.Inf6.rev1%20RAF%20Implementation%20Progress%20Report_final_10-15-2007.pdf) peut être consulté pour de plus amples informations concernant chaque pays.

Transferts de technologie

89. Le FEM continue de fournir une aide aux pays souhaitant évaluer leurs besoins technologiques. Ceux n'ayant jamais bénéficié d'un appui pour ces activités peuvent le solliciter dans le cadre du Programme d'aide à la préparation des communications nationales en application de la CCNUCC. Les pays ayant déjà reçu une telle aide mais souhaitant actualiser l'évaluation de leurs besoins technologiques devront préparer une proposition distincte conforme aux modalités et à la méthode applicables à ces évaluations qu'ils soumettront au secrétariat du FEM et aux entités d'exécution pour aval.

90. Le FEM continue de soutenir les projets favorisant les transferts de technologie en affectant des ressources aux projets d'atténuation et d'adaptation financés par sa Caisse et dans le cadre de la stratégie de programmation. Il continue par ailleurs de travailler en étroite collaboration avec les entités d'exécution, notamment le PNUE, sur la préparation d'un nouveau programme visant à faciliter les transferts de technologie grâce aux ressources mises à disposition pour le programme b) sur les transferts de technologies du Fonds spécial pour les changements climatiques. Ce programme s'inspirera d'un certain nombre d'initiatives existantes et viendra les appuyer et les accompagner. Il s'agit particulièrement du Réseau de solutions substitutionnelles durables du PNUE/FEM (SANET), et des initiatives TT: CLEAR de la CCNUCC et Private Financing Advisory Network de la CCNUCC/CTI/PPL, cette dernière ayant permis de mettre en place une structure efficace favorisant le financement de projets technologiques par le secteur privé.

Communications nationales

91. *Communications nationales initiales*: Le FEM a reçu les communications nationales initiales de 134 pays. Aux termes des directives applicables à la préparation des communications nationales, les pays doivent dresser un inventaire des gaz à effet de serre et présenter un exposé général des actions menées en application de la Convention. Le GIEC a émis des directives détaillées sur l'établissement de ces inventaires et le Programme d'appui aux communications nationales du FEM a permis de financer la formation pratique d'experts nationaux à la bonne application des méthodes voulues. La première série de communications nationales a aidé un certain nombre d'experts nationaux et régionaux de l'énergie à dresser et actualiser les inventaires de GES.

92. *Évaluation des besoins technologiques*: Plus de 90 pays ont reçu un appui à la suite des communications nationales initiales qui ont servi en partie à évaluer leurs besoins technologiques. Trente-cinq de ces pays ont présenté les évaluations de leurs besoins technologiques au secrétariat de la Convention, le but étant de recenser et analyser les besoins prioritaires. On peut, à partir de ces renseignements, constituer un portefeuille de projets de technologies écologiquement viables et de programmes favorisant le transfert et l'accès de technologies et de savoir-faire, en application des dispositions de l'article 4.5 de la Convention.

93. *Deuxièmes communications nationales*: En avril 2004, le Conseil a approuvé, dans le cadre de la procédure accélérée, un projet-cadre administré conjointement par le PNUD et le PNUE, d'un montant de 58,4 millions de dollars, pour financer les deuxièmes communications nationales de 130 pays parties non visées à l'annexe I de la Convention. Un montant de additionnel de 1,68 million de dollars est en train d'être affecté au financement de la préparation des communications nationales de 4 autres Parties non visées à l'annexe I qui en ont fait la demande récemment. En outre, 4 pays (Brésil, Chine, Inde et Pérou) ont obtenu l'approbation du Conseil pour des financements sollicités dans le cadre de la procédure normale (projets de grande envergure). Le FEM examine actuellement avec les agents d'exécution la manière dont il peut davantage simplifier la procédure d'obtention des financements pour la préparation des communications nationales.

94. Dans le cadre de sa stratégie de sensibilisation sous la nouvelle directrice générale, le FEM a engagé un dialogue avec tous les pays bénéficiaires au sujet de la programmation afin de les aider à déterminer les priorités à financer dans le domaine d'intervention «changements climatiques». En aidant les pays à mieux préciser leurs priorités qui seront affinées avec le concours des entités d'exécution, le FEM s'est appuyé sur leurs communications initiales et, le cas échéant, sur les deuxièmes.

95. Les réponses à la série de questions posées au FEM après la vingt-sixième réunion de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre tenue à Bonn en mai 2007 font l'objet de l'annexe VII au présent document.

Article 6 de la Convention

96. Le FEM s'emploie en ce moment, avec le concours des agents d'exécution, à élaborer des modalités simples que les pays pourront suivre pour intégrer les activités découlant de l'article 6 aux idées de projet pour lesquelles son financement est sollicité. Le principe d'une sensibilisation et d'une information plus larges de l'opinion par des projets et programmes financés par le FEM constitue un aspect clef de la stratégie de communication présentée au Conseil en novembre 2007. Les modalités y afférentes seront communiquées aux pays d'ici à fin 2007.

Renforcement des capacités

97. La suite donnée par le FEM aux dispositions du paragraphe 1 b) de la décision 4/CP.12 fait l'objet du compte rendu qui suit.

98. Suite aux décisions 2/CP.7 et 2/CP.10, le FEM a mené les actions suivantes après avoir largement consulté les agents d'exécution, les pays et le Bureau de l'évaluation.

99. *Champ d'action du renforcement des capacités* (par. 15 de l'annexe à la décision 2/CP.7): Les critères de financement du FEM applicables aux deuxièmes communications nationales prennent en compte les aspects a), c), d), e), f), g), h), i), j), k), n) et o) du paragraphe 15 de l'annexe à la décision 2/CP.7 dans le cadre de postes budgétaires spécifiques des projets d'activités habilitantes en cours d'exécution dans 138 pays en développement parties à la Convention.

100. *Cas particulier des pays les moins avancés* (par. 17 de l'annexe à la décision 2/CP.7 et par. 1 e) de la décision 2/CP.10): Dans le cadre de la quatrième reconstitution de la Caisse du FEM, il a été décidé d'accorder une allocation spécifique aux PMA, dont les PEIDS, pour financer les activités habilitantes mises en évidence dans les autoévaluations nationales des capacités à renforcer (ANCR).

101. *Financement et fonctionnement* (par. 21 et 22 de l'annexe à la décision 2/CP.7): Pour donner suite au cadre en question, le FEM a élaboré une stratégie conduite par les pays pour ses activités de renforcement de capacités comme indiqué ci-après.

- Collaboration avec le secrétariat de la CCNUCC et financement de la mise au point et de l'examen d'indicateurs de suivi des capacités dans les pays conformément aux directives de la douzième session de la Conférence (par. 2, al. *a* et *b* de la décision 4/CP.12); le FEM présentera les projets d'indicateurs à l'atelier prévu à cet effet pour recueillir l'avis des Parties;
- Révision de la stratégie de l'institution applicable aux activités intersectorielles de renforcement des capacités (CB2) après plusieurs cycles de consultation avec les agents d'exécution et les pays, en application des décisions 2/CP.7 et 2/CP10;
- Approche systémique et systématique: Pour la mise en œuvre du cadre en question, la stratégie du FEM se fonde sur les aspects et activités ci-après visés aux paragraphes 19, 25, 28, 29 et 30 de l'annexe à la décision 2/CP.7 et au paragraphe 1 de la décision 2/CP.10:
 - Faire du renforcement des capacités institutionnelles une priorité pour la création et le renforcement d'une infrastructure institutionnelle de base (par. 1 a) de la décision 2/CP.10);
 - Intégrer les activités de sensibilisation aux projets du FEM pour lesquels des modalités simples seront publiées d'ici à fin novembre (par. 1 b) de la décision 2/CP.10);
 - Donner suite aux ateliers de formation tenus (deux fois dans certaines régions) sur la mise en évidence et la hiérarchisation des besoins des pays en développement parties en matière de renforcement des capacités. Ces activités ont été menées dans les régions suivantes: Afrique occidentale et centrale, Afrique du Nord, Pacifique, Amérique latine et Caraïbes, et Asie (par. 1 c) de la décision 2/CP.10);
 - Donner suite aux ANCR réalisées par les pays en transition ayant reçu des fonds du FEM à cet effet (par. 1 de la décision 3/CP.10);
 - Satisfaire stratégiquement à un critère établi pour réaliser une activité de renforcement des capacités dans l'un des domaines d'intervention du FEM (par. 1 d) iii) et iv) de la décision 2/CP.10). Du point de vue financier, si un projet de renforcement des capacités est exécuté de façon autonome, il doit s'inscrire dans un cadre intégré qui reflète le besoin et l'utilisation effective de ces capacités, plutôt que se poser en activité isolée. L'appui aux activités (sectorielles ou intersectorielles) de renforcement des capacités doit pouvoir se mesurer à l'aune d'une série d'indicateurs et d'un système de suivi convenus permettant d'en évaluer l'impact et les rapports présentés «en ligne» aux instances des Conventions. Coordination étroite entre projets typiques de renforcement des capacités et projets classiques à composante de «renforcement des capacités». L'aide au renforcement des capacités est assez souvent fournie aux pays de manière inutilement répétitive à différents niveaux, surtout lorsqu'un portefeuille précédent d'activités habilitantes a été conçu séparément en fonction du domaine d'intervention.

Captage et stockage géologique du CO₂

102. À sa onzième session tenue à Montréal en décembre 2005, la Conférence a chargé le FEM de déterminer si le financement des technologies de captage et de stockage géologique du CO₂, en particulier les activités de renforcement des capacités correspondantes, serait dans le droit fil de ses stratégies et objectifs, et, le cas échéant, de déterminer la manière dont ces activités pourraient être intégrées aux programmes opérationnels du FEM. Ce dernier a sollicité l'assistance de son Groupe consultatif sur la science et la technologie (STAP) pour prendre en compte cette directive. Le STAP a organisé, en collaboration avec le secrétariat du FEM, un atelier d'experts de deux jours consacré à cette question. Un projet de rapport de cet atelier devrait être diffusé d'ici à la fin de l'année civile 2007.

Évaluation du renforcement des capacités

103. En 2007, le Bureau de l'évaluation a entamé une évaluation des activités de renforcement des capacités menées par le FEM. À ce jour l'équipe chargée de l'évaluation a établi un document préliminaire, effectué des études sur documents et réalisé deux monographies nationales. Ces dernières portaient sur la nature et les résultats des interventions nationales, régionales et mondiales et sur leur lien avec les objectifs de résultat du renforcement des capacités au niveau des politiques, des institutions et des participants aux interventions dans chacun de ces pays.

104. Il ressort des monographies nationales que les portefeuilles du FEM comportent un nombre considérable d'activités de renforcement des capacités. Les résultats obtenus sont positifs dans l'ensemble et significatifs dans certaines zones. L'aide du FEM au renforcement des capacités est utile, conforme aux priorités nationales en ce qui concerne les politiques, et fait l'objet d'un bon niveau d'appropriation par les pays. Une des monographies met toutefois en évidence l'absence d'un système transversal intégrant efficacement les objectifs de renforcement des capacités d'un projet à l'autre de sorte à combiner les impacts.

105. L'efficacité varie d'une activité à l'autre. L'une des monographies établit que certaines activités ont été efficaces pour transférer les compétences et les capacités institutionnelles qui donnaient des résultats directs et immédiats dans le secteur considéré, et que d'autres par contre donnaient des résultats immédiats moins importants, bien que des effets positifs fussent possibles sur le long terme. L'autre monographie révèle que les institutions n'ont pas été en mesure de fournir au personnel formé les incitations voulues et que la possibilité de mettre à profit les nouveaux acquis était limitée. S'agissant de l'efficacité, les activités de renforcement des capacités menées par le FEM atteignent généralement les objectifs immédiats en termes de produit et de résultat, bien que quelques projets accusent des retards d'exécution inhabituels. Déterminer l'efficacité des activités de renforcement de capacités par rapport à leur coût est chose difficile dans la mesure où ces activités relèvent rarement d'un poste budgétaire spécifique lors de l'exécution ou du suivi des projets.

106. Les évaluateurs ont constaté l'absence de suivi ou d'évaluation systématique du résultat global du renforcement des capacités à l'échelle nationale, toute chose qui aurait favorisé l'élargissement du champ d'action ou l'amélioration des approches adoptées. Ces monographies ont révélé une insuffisance sous-jacente dans les programmes de formation, à savoir la tendance à planifier et à dispenser la formation «d'un seul jet». Les multiples consultations des acteurs concernés ont mis en évidence l'importance d'une formation évolutive et répétitive. Une approche progressive permettrait aux personnes formées et faisant usage des connaissances et des compétences nouvellement acquises de suivre des programmes de formation plus avancés, afin d'atteindre des niveaux de compétence plus élevés. Cela renforcerait les résultats à l'échelle institutionnelle. La formation doit être viable à long terme si l'on veut faire face aux départs du personnel formé – problème courant dans les institutions publiques – et aux besoins croissants, la valeur des approches améliorées entraînant de nouvelles demandes.

107. Pour combler cette insuffisance courante dans les activités de renforcement des capacités, il importe d'adopter des approches de formation faisant appel aux institutions existant dans le pays ou dans la région, notamment les universités ou les institutions de formation spécialisées publiques ou privées. On peut aider ces institutions à adapter leurs programmes existants ou à en créer de nouveaux pour offrir des formations dans des domaines environnementaux clefs recensés durant la préparation des projets. Dans certains cas, la solution efficace serait de créer de nouveaux centres de formation spécialisés dans la région considérée.

108. Ayant examiné les questions mises en lumière dans les monographies nationales, le Bureau de l'évaluation a estimé qu'il fallait approfondir ces travaux et analyser le renforcement des capacités sur l'ensemble du portefeuille du FEM. L'équipe d'évaluation mènera notamment une méta-évaluation des conclusions découlant de l'analyse du renforcement des capacités en se fondant sur un examen d'un échantillon d'évaluations finales et de rapports antérieurs du Bureau de l'évaluation, le but étant de déterminer l'importance des principaux problèmes mis en évidence dans les monographies. Cette équipe s'entretiendra également avec les services en charge du programme d'aide au renforcement des capacités, conjointement parrainé par le FEM, le PNUD et le PNUE, pour examiner les points communs à l'évaluation des résultats de ce programme et à sa propre évaluation. Ces activités supplémentaires permettront de mettre au point une série de protocoles qui, dans le cadre du Rapport annuel de la performance du FEM, des évaluations de portefeuilles-pays, et du quatrième bilan global du FEM, permettront d'évaluer les résultats des activités de renforcement des capacités à une plus grande échelle.

Annexe 1: GEF Climate Change Focal Area Strategy for GEF-4

I. Introduction

1. This brochure presents the Climate Change focal area strategy and strategic programming for GEF-4 (2007 – 2010), approved by the GEF Council in September 2007.
2. At the replenishment of the GEF Trust Fund in 2006, the GEF Council requested the GEF Secretariat to review and revise as necessary the strategies for the six focal areas of the GEF, taking into account issues such as sustainable forest management and sound chemicals management.⁴
3. In December 2006, the CEO presented to the Council a plan to increase the efficiency and impact of the GEF. A central element of this reform package is to move away from the previous single project interventions towards a more programmatic focus for the GEF. The purpose is two-fold: a) to focus the limited funding resources of GEF-4 on a set of priority issues of global environmental concern; and b) to link projects together to achieve stronger impacts.
4. The strategy for Climate Change presented here is the result of a consultative process involving external advisory groups and contributions from the GEF Council Members, Convention secretariats, GEF agencies, the Scientific and Technical Advisory Panel (STAP) and other GEF partners.⁵
5. The strategy builds on previous GEF achievements and experience within climate change. The long term objectives of this focal area are still to “support sustainable measures that minimize climate change damage by reducing the risk, or the adverse effects, of climate change. The GEF will finance agreed and eligible enabling, mitigation, and adaptation activities in eligible recipient countries.” (1995, GEF Operational Strategy, p 31).
6. As a step towards a more programmatic approach, strategic programs have been developed in support of the long term objectives. These strategic programs define the GEF’s focus during GEF-4. The strategic programs have been selected and defined in view of their importance, urgency and cost-effectiveness from a global environment perspective. Priorities identified by countries, as well as overall guidance from the multilateral environmental agreements and conventions have also been taken into consideration. The strategic programs provide an intermediate link between the project level and the long term objectives of the GEF within the focal areas.
7. The long term objectives and strategic programs that are redefined for every replenishment period replace the previous structure of operational programs and strategic priorities. The new structure, summarized for the Climate Change Focal Area in the table below, balances continuity and flexibility and supports the emphasis on results.

⁴ GEF/R.4/32, Policy recommendations for the Fourth Replenishment of the GEF Trust Fund

⁵ Working documents and comments received from GEF partners are accessible at the GEF Website www.thegef.org under GEF policies.

Table 1. Long term objectives and strategic programs for Climate Change in GEF-4

Long-term Objectives	Strategic Programs for GEF-4
1: To promote energy-efficient technologies and practices in the appliance and building sectors	1. Promoting energy efficiency in residential and commercial buildings
2: To promote energy-efficient technologies and practices in industrial production and manufacturing processes	2. Promoting energy efficiency in the industrial sector
3: To improve the efficiency and performance of existing power plants	(strategic objective not pursued directly in GEF-4)
4: To promote on-grid renewable energy	3. Promoting market approaches for renewable energy
5: To promote the use of renewable energy for the provision of rural energy services (off-grid)	(strategic objective not pursued directly in GEF-4)
6: To support new low-GHG emitting energy technologies	4. Promoting sustainable energy production from biomass
7: To facilitate market transformation for sustainable mobility in urban areas leading to reduced GHG emissions	5. Promoting sustainable innovative systems for urban transport
7 bis: To reduce GHG emissions from land use, land use change and forestry	6. Management of land use, land-use change and forestry (LULUCF) as a means to protect carbon stocks and reduce GHG emissions
8: To support pilot and demonstration projects for adaptation to climate change	(Reference is made to the SPA, SCCF and LDCF, and to the principle of GEF-wide climate proofing described in Annex 2)

8. The focal area strategy is aligned with the Results Based Management (RBM) Framework for the GEF, in order to direct the strategies towards tangible global environmental benefits and to enable adequate reporting on the implementation of the strategies. Long-term expected impacts on the global environment are assigned to each of the objectives, and intermediate expected outcomes are assigned to each of the strategic programs. The projects are thus expected to support the achievement of the impacts and outcomes identified at the programmatic level.

9. Provisional indicators have been identified for each expected impact and for each expected outcome. These indicators will allow a systematic monitoring of the actual achievement of the expected impacts and outcomes. The indicators will be further developed in connection with the Results Based Management for the GEF.

10. The strategy for Climate Change presented here seeks to guide project proponents in countries and in GEF agencies and other GEF partners in preparing and reviewing project proposals for GEF-4. The GEF Secretariat will initiate the development of long term objectives and strategic programs for GEF-5 in 2008 with a view to presenting proposed strategic programming for GEF-5 to the GEF Council at its first meeting in 2009.

II. Background

11. Since its inception in 1991, the GEF has allocated over US\$2 billion to projects in the climate change focal area. These funds have leveraged another US\$10 billion of funding in support of the climate change activities of the GEF. Three types of interventions – enabling, mitigation, and adaptation activities – have formed the basis for GEF support to the climate change focal area.

12. The GEF's approach has evolved through time. From a Pilot Phase which placed a premium on innovative demonstrations of technically feasible mitigation projects, the GEF's focus has continually shifted upstream toward creating a conducive policy environment, away from individual investments. GEF support is directed not at subsidizing individual investments, but rather at creating the market environment in which the technologies and practices can diffuse into the target markets. In addition, the further deepening of international commitments to climate change has provided a new flow of funds in the form of carbon finance for mitigation projects in developing countries. As this flow tends to target specific investment projects, GEF's barrier removal approach minimizes the potential for duplication of efforts, while laying the foundation for complementarity between GEF resources and carbon-finance backed investments. Because GEF resources are limited, GEF support in the climate change focal area is most effective when it is used to facilitate, leverage, and complement other sources of financing.

13. Based upon past experience and the strategy that was specified in the GEF-4 Replenishment Paper (GEF/C.29/3), this document presents a revised climate change focal area strategy for the GEF-4 period. A starting point for the revision of the strategy is the agreement that all resources in the climate change focal area will be allocated through the Resource Allocation Framework (RAF). This framework builds upon the ability of countries to deliver global environmental benefits given their country capacity, policies, and practices. The strategy allows a range of responses broad enough for all countries to access the support needed to meet their obligations and commitments to the UN Framework Convention on Climate Change (UNFCCC).

III. Mission

14. In the climate change focal area, the GEF will finance eligible enabling, mitigation, and adaptation activities. With respect to enabling activities, arrangements were made to support the second national communications of most eligible countries during the period of GEF-3. Further arrangements are necessary to ensure that adequate and timely support for third and subsequent national communications is made available to countries requiring it. GEF's mission in mitigation is to transform the market development paths of eligible countries into trajectories with lower greenhouse gas (GHG) emissions in the energy, industry, transport, and land-use sectors. The long-term impact of this work will be a slowing of the accumulation of GHG concentrations in the atmosphere. GEF's mission under adaptation is to assist developing countries in piloting how to address the adverse impacts of climate change, including variability, by supporting projects that: identify and implement suitable adaptation measures; build adaptive capacity; and reduce vulnerability and increase ecosystem resilience to the adverse impacts of climate change, including variability.

IV. Strategic Objectives

15. Recent reviews of GEF programming have helped shape the evolution of the climate change strategy. The second Climate Change Program Study (CCPS2) stated that, "The GEF Secretariat should take the lead in improving overall strategic coherence by clarifying the overarching goal of market transformation outcomes that contribute to GHG emissions reduction or avoidance, and the manner in which existing Operational Programs and associated strategies contribute to this overall goal." (CCPS2, p. 67)

16. In accordance with this recommendation, the GEF has directed its strategic objectives in the climate change focal area to include seven mitigation objectives and the single adaptation objective listed in Table 2 above. These objectives form the basis for GEF's approach to the climate change focal area at the heart of the GEF-4 Replenishment Agreement, and reflect considerable experience with respect to its past programming successes and failures. However, as part of that Replenishment Agreement, the strategy is being reviewed and revised with an eye toward greater focus for impact.

Table 2. GEF Strategic Objectives in the Climate Change Focal Area

Strategic Objectives	Expected Direct Impacts	Indicators
Mitigation		
1. To promote energy-efficient technologies and practices in appliances and buildings	Improved efficiency of energy use in the built environment	Energy consumption (and GHG emissions) of buildings and appliances; (kWh / m ² and tons CO _{2eq} /m ²); and \$/t CO _{2eq} ⁶
2. To promote energy-efficient technologies and practices in industrial production and manufacturing processes	Improved energy efficiency of industrial production	Efficiency of industrial energy use (energy use / \$ GDP); GHG emissions from industry (tons CO _{2eq} / \$ GDP); and \$/ t CO _{2eq}
3. To improve the efficiency and performance of existing power plants	Improved energy efficiency of electricity generation from existing power plants	Efficiency of power generation (tons coal/kWh); GHG emissions per unit of electricity generated (tons CO _{2eq} / kWh); and \$/ t CO _{2eq}
4. To promote on-grid renewable energy	Increased production of renewable energy in electricity grids	Market penetration of on-grid renewable energy (% from renewables); GHG emissions from electricity generation (tons CO _{2eq} / kWh); and \$/ t CO _{2eq}
5. To promote the use of renewable energy for the provision of rural energy services (off-grid)	Increased production and use of renewable energy in rural areas	Number (or %) of rural households served by renewable energy (# HH or % HH); renewable generation of electricity for rural energy services (kWh renewable); and \$/ t CO _{2eq}
6. To support new low-GHG emitting energy technologies	Reduced cost of selected low GHG-emitting energy technologies	Cost of selected, low-GHG emitting energy generating technologies (\$/ W installed or \$/kWh generated); and \$/ t CO _{2eq}
7. To facilitate market transformation for sustainable mobility in urban areas leading to reduced GHG emissions	Increased use of sustainable transport modes	Number or percentage of trips using sustainable modes of transport and \$/ t CO _{2eq}
7 To reduce GHG emissions from land use, land use change, and forestry	Reduced GHG emissions from land use, land use change, and forestry	Emissions from LULUCF (tons CO _{2eq}); and \$/ t CO _{2eq}
Adaptation		
8. To support pilot and demonstration projects for adaptation to climate change	Enhanced resilience and increased capacity to respond to the adverse impacts of climate change	Decreased vulnerability; enhanced resiliency

⁶ Cost effectiveness indicator for impact over long term is and \$/ t CO_{2eq} per paragraph 7 in text.

17. During the GEF-4 replenishment period, the climate change mitigation target is set at an additional estimated 400 million tons of CO₂ equivalent (CO_{2e}) to be avoided through GEF interventions. It has been estimated that the GEF's cumulative contribution to GHG emissions reduction from its inception until 2006 comes to 1,200 million tons of CO_{2e} avoided. During the period of GEF-3, the GEF's support to climate change mitigation projects was estimated to result in over 400 million tons of CO_{2e} avoided, including both direct and indirect effects of GEF projects over the lifetime of the investments.

18. During GEF-4, the overarching goal is to reduce GHG emissions through transforming markets. Because market transformation is a complex, long-term process, even successful projects will almost never completely transform a market, but will instead contribute positively to the transformation process. Given GEF's role as an innovative catalyst, many of the global benefits of GEF support are expected to be indirect in nature. Additional activities, including follow-on investments, will be required to complete the process of market transformation. Not only must participating governments demonstrate a strong commitment to adopting policies and regulations to ensure the success of the activities being promoted, but also the private sector must be engaged both for advice on establishing pre-conditions for success and for making the necessary investments themselves. Seen in a full context, policy gains alone are insufficient to lead to a full transformation of the targeted markets.

19. Stabilizing GHG concentrations in the atmosphere will require: reducing GHG emission by improving the efficiency of energy production and utilization; increasing the use of renewable energy which produces low net GHG emissions; and improving the sustainability of mobility and reducing emissions from the land use and forestry sectors. These approaches will represent the revised focus of the GEF's climate change mitigation operations for the period of GEF-4.

V. Strategic Focus in GEF-4

20. The GEF-4 Replenishment Paper (GEF/C.29/3) specified seven strategic objectives in mitigation and one in adaptation that form the longer-term basis for GEF programming (Table 2). These options have been reviewed in terms of the feasibility of achieving significant impacts under these objectives given the level of resources available during the period of GEF-4. Gaps left in the strategy have also been identified and new areas of intervention proposed to fill those gaps. As a result of this review process, GEF climate change mitigation programming will be concentrated in six strategic programs for the period of GEF-4. In arriving at these six strategic programs, each of the original seven objectives was considered with respect to the GEF's unique role, mission, and potential impact. Potential shortcomings or gaps were then identified and alternates proposed in order to ensure that the GEF has a balanced approach to mitigation needs posed by recipient countries.

21. In re-examining the initial seven mitigation objectives for GEF-4, it became very clear that resources are not sufficient to have a noticeable impact with respect to the objective "Rehabilitation of Power Plants." The GEF is committed to working with the World Bank and the other international financial institutions (IFIs) to make the Clean Energy Investment Framework a reality. Rather than allocating too few resources to such an important problem, thereby making no impact at all, further GEF support to power plant rehabilitation will be delayed until it can be placed effectively within the context of a meaningful clean energy investment framework, which would require a substantial increase in GEF resources. The challenge of clean energy investment for developing countries is essential to stabilizing GHG concentrations, but it will require greater support than the GEF can provide during GEF-4. The GEF will continue to work closely with the World Bank in its program to accelerate the transition to a low carbon economy.

22. With respect to the strategic objective entitled “Off-grid Renewable Energy,” the GEF has, since its inception, supported projects in this area, but evaluations of these projects have indicated that these projects have resulted in neither a significant take-off of these markets nor a meaningful reduction in GHG emissions. Past GEF support has stimulated a small but growing market for renewable energy in the rural areas of developing countries, but supplying that market leads to no appreciable GHG emission reductions. Therefore, the market for rural renewable energy is more appropriately addressed as part of the energy access agenda of official development assistance, not as part of the climate change mitigation agenda. Traditional development assistance is posed to build upon the earlier GEF experience and the lessons learned to begin providing modern energy services to those without. For GEF-4, this strategic objective will not be considered a priority given the level of support available and the renewed importance being placed on reducing overall GHG emissions.

23. The GEF has struggled over the years with the strategic objective entitled “Low-GHG Emitting Energy Technologies”. Only a handful of these projects, utilizing an inordinately large quantity of resources, have made it through to implementation. To date, they have shown little or no concrete benefits in reducing the costs of the targeted technologies or even in reducing GHG emissions. The GEF experience tends to support the view that transferring technologies that are not yet mature is difficult as it imposes large additional costs and risks on developing countries and their energy systems. However, the GEF needs to keep abreast of developments related to new, low-GHG emitting energy technologies in order to determine whether or not they reach a point where they merit GEF support. While the GEF will not allocate significant resources to the new technologies during GEF-4, limited support in the form of targeted research may be necessary to keep a watching brief on related developments. New approaches to this programming priority will have to be considered for GEF-5. During GEF-4, clean energy will be pursued as one of the priority platforms for the GEF Public-Private Partnership.

24. From the initial seven mitigation objectives defined for GEF-4, this strategic review has focused on four objectives. In addition to these four programs, two additional gaps in the programming menu were identified: a) sustainable energy production from biomass, and b) reducing emissions from land use, land-use change, and forestry.⁷ The GEF Council has agreed to include these strategic programs in GEF-4.

25. In the case of biomass energy, the GEF has supported past efforts in this field. However, most of these projects have focused on utilized by-products of the forestry or agricultural industries and have not required the planting or harvesting of dedicated biomass-fuel supply streams. As the price of petroleum fuels rises, pressure will increasingly be put on countries to increase energy production from biomass. But as recent Scientific and Technical Advisory Panel (STAP) work has argued (GEF/C.31/Inf.2), the production of biomass and biofuels poses considerable sustainable risks. This new strategic program is designed to pay particular attention to these sustainability needs, ensuring that biomass supplies for GEF climate change mitigation projects do not threaten indigenous biodiversity or contribute to further land deterioration or water misallocation. The global benefits from this program are expected to come mainly from the energy value of the biomass, not the value of the residual carbon sequestered.

26. In the case of land use, land-use change, and forestry (LULUCF), estimates from land-use changes in developing countries range as high as 20% of global anthropogenic emissions. During the period of GEF-4, emphasis within this program will be placed on clarifying the following two issues: a) development of a cost-effective methodology for measuring carbon stocks and fluxes, and b) identification and formulation of “best practice” activities in the land-use sectors to reduce GHG emissions from land-use changes. Efforts to pilot activities to reduce emissions from LULUCF may be

⁷ Reducing GHG emissions from LULUCF is the negative corollary of carbon sequestration. The two are interchangeable ends of the same continuum and efforts to reduce emissions from LULUCF also include efforts to sequester carbon in vegetation.

supported in countries having a framework to implement “best practice” policy actions to reduce undesirable land-use changes and a detailed database that calibrates forest stand and carbon measurements in order to ensure rigorous monitoring of results. This new strategic program on LULUCF also responds to Decision 2/ CP.12 of the UNFCCC Conference of Parties, which requested that the GEF “explore options for undertaking land use and land-use change projects within the climate change focal area of the Global Environment Facility, in light of past experience.” The GEF will take future guidance from the UNFCCC related to this programming area into account in order to make adjustments as necessary.

27. These six climate change strategic programs for GEF-4 prove largely consistent with the International Energy Agency’s Alternative Policy Scenarios developed in 2006, which demonstrated that energy efficiency is a key to reducing GHG emissions. The strategy also targets LULUCF emissions, which comprise a significant portion of global GHG emissions from developing countries. Together, these changes serve to place renewed emphasis on reducing GHG emissions from GEF program countries.

VI. Strategic Programming for GEF-4

GEF-4 Support to Enabling Activities

28. Enabling activities will continue to be financed by the GEF, as national communications represent both an obligation of non-Annex I parties under the UNFCCC. Article 4.3 of the UNFCCC specifies that the GEF shall pay the agreed full cost of the preparation of national communications. During GEF-3, an umbrella project was approved for United Nations Development Programme (UNDP) and United Nations Environment Programme (UNEP) to provide expedited support to countries’ second national communications. As national communications from non-Annex I Parties are presented on a five-year cycle, this project, approved in 2004, will cover the needs of most countries through the GEF-4 replenishment period. Action will be required to ensure that adequate and timely support for third and subsequent national communications is made available to countries requiring it. The GEF will ensure that it keeps UNFCCC Parties well informed of available funding support, and of any changes to funding procedures with respect to the preparation of national communications.

29. Non-Annex I national communications projects have helped countries undertake inventories of GHG emissions and describe steps to implement the Convention. National communications remain at the heart of the implementation of the UNFCCC for all countries. All GEF agencies, the UNFCCC Secretariat, and the GEF Secretariat will need to redouble their cooperative efforts to ensure proper support to all activities undertaken through the national communication process, including technology needs assessments (TNAs) and vulnerability and adaptation assessments (V&As).

GEF-4 Support to Mitigation Programming

30. Six strategic programs will form the basis for mitigation programming for the GEF-4 replenishment period. These strategic programs are described below and listed in Table 3.

Strategic Program 1: Promoting Energy Efficiency in Residential and Commercial Buildings

31. This strategic program will promote energy efficiency in residential and commercial buildings. Successful outcomes will include increased market penetration of energy-efficient technologies, practices, products, and materials in the residential and commercial building markets. Indicators of success will be the tons of CO_{2e} avoided, the adoption of energy efficiency standards, and the estimated quantity of energy saved. This strategic program covers the entire spectrum of the building sector, including the building envelope, the energy-consuming systems and appliances used in buildings for heating, cooling, lighting, including appliances and office equipment, as well as building operation and energy

consumption during building operation. Some activities may use solar energy for heating and cooling, some may extend to the replacement of older chillers and air-conditioning systems with newer ones, provided that the replacements are both more efficient, lower in global warming potential (GWP) and minimize the use of chemicals damaging to the ozone layer.

32. Where it makes sense to do so in order to reduce GHG emissions and it is consistent with “chemical-proofing” the portfolio, GEF projects in this strategic program can support the phase-out of hydrochlorofluorocarbons (HCFCs) used in chillers, air-conditioners, refrigerators, and other equipment, even before the required phase-out dates under the Montreal Protocol. Government commitments to adopting and enforcing standards and regulations are essential for these initiatives to have an impact through replication. Over the course of the GEF-4 programming period, the focus in this programming areas will naturally shift from appliances, lighting, and refrigerators to energy efficiency of the built environment. While this programming area is of relevance to all countries, it will be especially important to rapidly urbanizing countries. Projects will be largely oriented to technical assistance, but some investment will also be required for markets to reach their limits.

Strategic Program 2: Promoting Energy Efficiency in the Industrial Sector

33. This program will promote energy efficiency in the industrial sector, including the deployment and diffusion of energy-efficient technologies and practices in industrial production and manufacturing processes. A successful outcome will be the increased deployment of energy-efficient technologies and adoption of energy-saving practices. Indicators of success will be tons of CO_{2e} avoided, volume of investment in new, more efficient plants and equipment, and the quantity of energy saved. This strategic program covers the energy systems in industrial manufacturing and processing, including combustion, steam, process heat, combined heat and power, electricity generation, and other public utilities. Small and medium enterprises (SMEs) in developing countries demonstrate significant potential for improved efficiency and reduced GHG emissions as they frequently have limited access to the technology and capital necessary for improving their facilities. Adoption of an appropriate energy pricing framework is essential to ensure project effectiveness.

34. This strategic program is expected to evolve into focused, sector-specific technology transfer programs focusing on GHG-intensive industries. The strategic program may be also used to test potential modalities for sector-specific or technology-specific GHG mitigation programs for use in GEF-4 and beyond. Where it makes sense to do so in order to reduce GHG emissions and it is consistent with “chemical-proofing” the GEF portfolio, GEF projects in this strategic program will support the phase-out of HCFCs used in the food processing industry before the phase-out dates required under the Montreal Protocol. At present, this strategic program is expected to be most relevant for countries with large and growing industrial sectors that account for a significant share of both energy use and GHG emissions. Projects mixing technical assistance and investment support will be the norm.

Strategic Program 3: Promoting Market Approaches for Renewable Energy

35. This strategic program will promote market approaches for the supply of and demand for renewable electricity in grid-based systems. The expected outcome will be the growth in markets for renewable heat power in participating program countries. Indicators of success will be the tons of CO_{2e} avoided, the adoption of on-grid renewable policies, and the quantity of electricity generated from renewable sources. During the GEF-4 period, the emphasis will be upon developing policies and regulatory frameworks that provide limited incremental support to strategically important investments. In order to maximize GHG impacts, priority will be given to projects with a large replication potential. Further priority will be given to supporting utility-scale power production and cogeneration.

36. The renewable energy investments supported should be economically viable in their own right. A host country's willingness to adopt favorable policies and to follow through on the initiatives is essential. During GEF-2 and GEF-3, support has been provided to a number of countries to open up electricity regulations to renewable energy generation. For the period of GEF-4, one target may be to ensure that all countries have adopted regulations leveling the playing field for on-grid renewable energy. Countries with significant renewable energy generation potential may make this strategic program a high priority. Projects will include a combination of technical assistance for policy reform and regulation and initial investments to jump-start the market for a specific renewable technology.

Strategic Program 4: Promoting Sustainable Energy Production from Biomass

37. This strategic program will promote sustainable energy production from biomass. A successful outcome will be the adoption of modern and sustainable practices in biomass production, conversion, and use as energy. Indicators of success will be tons of CO_{2e} avoided, the adoption of modern biomass conversion technologies, improved efficiency of biomass energy use, kWh of electricity and heat generated from biomass sources, and energy services produced on the basis of biomass. Given the emphasis placed upon sustainable forest management in the remainder of the GEF portfolio, it was considered necessary to create a separate strategic program for biomass in order to highlight its importance and ensure consistency with other focal areas. GEF support will only go to biomass projects that ensure that biomass energy use is sustainable and does not, therefore, contribute to deforestation, reduced soil fertility, or increased GHG emissions beyond project boundaries. Projects will support the use of biomass for the production of energy services (e.g., electricity, heat) in modern efficient technologies. Support may be given to investigate the suitability and sustainability of producing biofuels to substitute for petroleum fuels used. In all instances, sustainability criteria will have to be observed to ensure that GEF support to modernization of biomass does not undermine food security, exacerbate existing availability problems, or violate GEF's sustainability principles relating to biodiversity conservation or sustainable land and water management, in keeping with the recommendations of STAP.

38. In the past, GEF support to biomass energy has focused largely on the utilization of biomass wastes and residues. During GEF-4, additional support will be given to modern biomass projects using biomass planted for dedicated energy purposes, provided that such support is consistent with sustainability criteria. GEF will develop an approach for certifying the sustainability of biomass that will be used for energy under its biomass program. This will be expected to be a priority for countries with plentiful biomass or where biomass waste products go underutilized or where biomass continues to be used in inefficient, traditional wood stoves. Typical projects will provide a mixture of technical assistance, capacity building, and investment. Countries will undertake different projects, depending on their technological advancements in the area of bioenergy conversion, their pre-existing infrastructure, and the structure of energy demand. As the conversion of cellulosic biomass to liquid fuels becomes more feasible in technical and economic terms, GEF support to these newer approaches is expected to grow. Some targeted research may be proposed relating to these "next generation" biofuels, in keeping with STAP processes and recommendations.

Strategic Program 5: Promoting Sustainable Innovative Systems for Urban Transport

39. This strategic program will promote sustainable innovative systems for urban transport. A successful outcome will be a make greater use of less GHG-intensive transport modes in targeted urban areas. Indicators of success will include tons of CO_{2e} avoided, the adoption/creation of sustainable transport policies, and the number of person-trips taken annually on sustainable options. The sustainable mobility market encompasses measures that promote transportation systems of lower carbon intensity including modal shifts to lower GHG-emitting modes of public transport, public rapid transit (including bus-rapid transit), and non-motorized transport.

40. Initially, GEF support to the transport sector was focused on technological solutions. For the period of GEF-4, emphasis will continue to be placed on “non-technology” options, such as planning, modal shift to low-GHG intensive transport modes, and promotion of better managed public transit systems. This strategic program will be a priority for countries with rapidly growing small- and medium-sized cities. Although greater emissions reductions are liable to result from countries with larger total GHG emissions, smaller countries may also find this to be a priority for the potential co-benefits of development and environment. Repeater projects in cities and countries already having received support in the transport sector will not be encouraged as government commitment to further replication of successful activities is key to success. Projects will include a mixture of technical assistance and limited investment support.

Strategic Program 6: Management of Land Use, Land-Use Change and Forestry (LULUCF) as a Means to Protect Carbon Stocks and Reduce GHG Emissions

41. This strategic program will promote the reduction of GHG emissions from LULUCF. Successful outcomes will be: reduction of GHG emissions from LULUCF; development of a systematic methodology that can be used to measure carbon stocks and fluxes in the land-use systems accurately and cost-effectively; and identification and implementation of policies and practices that reduce emissions from the LULUCF sector. This program also features in the GEF’s cross-cutting sustainable forest management (SFM) program.

42. The cornerstone of this program will be a global initiative to define and refine a methodology for estimating avoided GHG emissions as a result of GEF-supported project activities. Building upon the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) Good Practice Guidance for measuring carbon stocks and emissions, the tools to be developed under this program will link forest stand and measurement data to satellite imagery to enable better system-wide tracking and monitoring of progress to reduce emissions from undesirable land-use changes. In addition to resources being devoted from the biodiversity and climate change regional-global allocations and land degradation focal area, countries interested in participating may allocate GEF resources from the climate change focal area towards developing their own calibration coefficients using local data and globally-available remote sensing information.⁸ A second area of support includes providing technical assistance for policy formulation, building institutional and technical capacity to implement strategies and policies, developing and testing policy frameworks to slow the drivers of undesirable land-use changes, and working with local communities to develop alternative livelihood methods to reduce emissions and sequester carbon. In cases where the required forest stand data exists and the drivers of land-use changes are well understood, countries may utilize GEF-4 resources to pilot investment projects designed to reduce net emissions from LULUCF.

⁸ Because the GEF Council only recently decided to initiate the LULUCF program, the resources allocated to recipient countries through RAF may not adequately reflect the needs and potential for global environmental benefits from LULUCF activities.

Table 3. Proposed Strategic Programs for GEF-4 Financing for Mitigation under the Climate Change Focal Area

Strategic Program	Expected Direct Outcome (Targets)	Indicators
1. Promoting energy efficiency in residential and commercial buildings	Increased market penetration of energy-efficient technologies, practices, products, and materials in the residential and commercial building markets	<ul style="list-style-type: none"> • Outcome Indicator: tons CO_{2eq} avoided • Policy Outcome Indicator: adoption of standards and codes • Outcome Indicator: KWh or TOE of energy saved in new construction and renovation per sq meter
2. Promoting energy efficiency in the industrial sector	Increased deployment of energy-efficient technologies and adoption of energy-saving practices in the industrial sector	<ul style="list-style-type: none"> • Outcome Indicator: tons CO_{2eq} avoided • Policy Outcome Indicator: policy and regulatory framework adopted • Outcome Indicator: volume of energy efficient investments (\$) • Outcome Indicator: KWh or TOE saved from adoption of new EE technologies
3. Promoting market approaches for renewable energy	Growth in markets for renewable power in participating program countries	<ul style="list-style-type: none"> • Outcome Indicator: tons CO_{2eq} avoided • Policy Outcome Indicator: adoption of policy frameworks allowing renewable generators equitable access to the grid • Outcome Indicator: kWh generated from renewable sources
4. Promoting sustainable energy production from biomass	Adoption of modern and sustainable practices in biomass production, conversion, and use for modern energy	<ul style="list-style-type: none"> • Outcome Indicator: tons CO_{2eq} avoided • Outcome Indicator: MW installed • Outcome Indicator: kWh or W steam generated from sustainable biomass
5. Promoting sustainable innovative systems for urban transport	Innovative sustainable transport systems promoted, created, and adopted. Populations in targeted urban areas make greater use of less GHG-intensive transport modes	<ul style="list-style-type: none"> • Outcome Indicator: tons CO_{2eq} avoided and tons of CO₂ emitted per km traveled • Policy Outcome Indicator: number of sustainable transport policies adopted • Outcome Indicator: person-trips per year on sustainable mode
6. Management of LULUCF as a means to protect carbon stocks and reduce GHG emissions	Development and adoption of systems enabling countries to measure and reduce GHG emissions from LULUCF	<ul style="list-style-type: none"> • Outcome Indicator: tons CO_{2eq} avoided • Policy Outcome Indicator: adoption of policies designed to curb land-use emissions • Outcome Indicator: Cost-effective methodology for reporting accurately on GHG emissions from LULUCF

GEF-4 Support to Adaptation Programming

43. The GEF will demonstrate its impact on adaptation through decreased vulnerability and increased capacity to adapt to the adverse impacts of climate change among its program countries. The indicator for this impact will be based upon demonstration of increased resilience to climate change in GEF program countries. For the GEF-4 replenishment period, the overall goal in adaptation is to expand the range of experiences with adaptation in order to improve global understanding of the challenges brought on by climate change, including variability.
44. During GEF-4, the GEF will develop screening tools so that all future projects supported by the GEF will mitigate the risks associated with future climate change. In this regard, all GEF-supported projects will be made climate-resilient. Throughout GEF-4 all projects presented for CEO endorsement will be required to consider the impacts of climate change on their results and to modify their design to be more resilient to climate change. All projects are expected to combine technical assistance and capacity building with concrete actions. A premium will be placed on project-based learning opportunities and ensuring balanced coverage of regions and sectors.
45. During the period of GEF-4, the resources initially available for the Strategic Pilot on Adaptation (SPA) will be the remainder of the \$50 million initially allocated by the GEF Council in May 2004. The scope of programming was defined in the GEF programming paper for the SPA (GEF/C.23/Inf.8/Rev.1). Project activities will focus on ensuring the resilience of GEF activities to the adverse impacts of climate change in the focal area which delivers global environmental benefits. In biodiversity, priority is given to coral reefs, forests, and protected areas found in highly vulnerable ecosystems. In climate change, the priority is on the implications for future energy generation and use and GHG emissions due to changes in hydrological resources, or terrestrial environments. In international waters, priority is placed upon integrated coastal zone management (ICZM) in the context of sea-level rise. In the land degradation focal area, the priority is given to integrating climate change risk management into sustainable land management planning, especially focusing upon the needs in Africa. In Persistent Organic Pollutants (POPs), the priority will be given to building adaptive capacity to climate change in areas where plans for reduction and elimination of releases of POPs are ongoing.
46. Once these remaining funds (approximately US\$23 million) are allocated, an evaluation will be undertaken to draw initial lessons from adaptation funding for the GEF, to evaluate the potential for mainstreaming adaptation into GEF's focal areas and to recommend, if appropriate, allocating more resources from the GEF Trust Fund to adaptation, consistent with UNFCCC guidance (decisions 5/CP.7 and 1/CP.10) to the GEF on adaptation. In addition, an adaptation impact assessment methodology is being developed for application to all projects supported by GEF. With respect to the mainstreaming of adaptation, an adaptation screening tool will be developed for application to all GEF-4 projects across all focal areas. It will focus on the risks posed by the adverse impacts of climate change on project design, and identify where changes need to be made. Its development will incorporate inputs from STAP and the experience from other bilateral and multilateral agencies in the screening of adaptation projects.
47. The independent evaluation of the SPA will inform future decisions on the allocation of additional resources for adaptation under the GEF Trust Fund. Future GEF Council decisions will also have to take into account the guidance from the UNFCCC COP which has requested that more resources be made available under the GEF Trust Fund for concrete adaptation activities (decision 5/CP.7).
48. Beyond the GEF Trust Fund, the GEF is providing support to adaptation through new funds: the Special Climate Change Fund (SCCF) and the Least Developed Countries Fund (LDCF). Nevertheless, the question remains whether the GEF should continue to provide support to adaptation projects from the GEF Trust Fund.

VII. Inter-linkages with Other Focal Areas

49. The GEF is proposing a framework strategy for SFM that will draw from the biodiversity, land degradation, and climate change focal areas. The climate change focal area will support SFM activities through both the Strategic Program 5 on biomass energy projects and from Strategic Program 6 on LULUCF. The resources for these efforts will be drawn both from its global and regional exclusion and from country-specific allocations in keeping with country priorities.

50. Two further topics merit discussion. First, the climate change strategic program on modernized biomass will have to develop and utilize sustainability criteria to ensure that the biomass supplies being used for the production of modern energy are, in fact, sustainable. Such projects must not pose a threat to biodiversity and should be produced on sustainably managed land. Some resources will be needed for the development of these criteria. Second, for the climate change focal area, reporting on carbon stocks being protected through projects in biodiversity, land degradation, and climate change itself will become increasingly important. Investment in the measurement of biological carbon sequestration from the resources of the climate change focal area under the SFM and the Strategic Program on LULUCF will be a necessary step to adequately report on the GEF's achievements to the UNFCCC COP from both within and without the work supported through the climate change focal area.

51. During the period of GEF-4, the GEF Secretariat will engage in the process of "chemical-proofing" its portfolio, to ensure consistency across the focal areas with the objectives in the chemicals focal area. This approach may be relevant to the climate change focal area in the strategic objective relating to energy efficiency in industry. As new industrial processes are introduced, improving the efficiency of combustion processes will, in most cases, reduce the emissions of dioxins and furans, the unintentional POPs. When appropriate and cost-effective, GEF support will be directed to options that reduce the use of harmful chemicals.

52. Finally, climate change will have adverse impacts in all parts of the globe. As noted earlier, the GEF Council set aside a sum of US\$50 million from the climate change focal area during GEF-3 to begin experimenting with the implementation of concrete adaptation projects. In addition, to further safeguard the GEF portfolio from the adverse impacts of climate change, the GEF Secretariat will develop an adaptation screening tool that can be applied to the projects that it supports in all focal areas. This tool will help determine which of the proposed activities to achieve global environmental benefits are at risk from the anticipated adverse impacts of climate change, and therefore need to be modified or redesigned to ensure their sustainability.

VIII. The Strategic Evolution of the GEF's Climate Change Programming

53. The GEF must continue to evolve its strategy in order to respond to changing conditions and to meet new challenges. The stabilization of GHG concentrations in the atmosphere at a level that would prevent dangerous anthropogenic interference with the climate system will require concerted action on the part of the entire global community – of both developed and developing countries – according to their different responsibilities and capabilities. As the global community faces this enormous challenge, the GEF has an important role to play in its role as financial mechanism of the UNFCCC. How this role will evolve and change will depend not just upon international negotiations, but also on the state of technological development and advancement.

54. This document has focused on the strategic programming priorities for GEF-4. In looking ahead, the GEF must maintain a watching brief as to what happens in the markets for technologies of greatest relevance. As new technologies are developed, the GEF must continue to clarify whether it has a role in helping open, develop, and transform the markets for these new “beyond the horizon” low-GHG technologies. Whether that technology is entirely renewable, such as concentrating solar or geothermal power, or is a clean fossil-fuel option, such as integrated gasification combined-cycle (IGCC) technologies, or deals with long-term emission storage, such geological carbon capture and storage (CCS), there is a need for the GEF to keep abreast of these developments and to revise its strategy and reformulate its strategic programming in response to these changes. GEF may use the tool of targeted research in order to maintain an awareness of new developments of relevance to the GEF and to continue revising and reformulating GEF’s strategic programming in response to new challenges and opportunities.

Annexe 2: Summaries of Projects Approved under the GEF Trust Fund (From September 1, 2006 to August 31, 2007)

I. Full-Size Projects

Brazil: Market Transformation for Energy Efficiency in Buildings (UNDP/IADB)

Focal Area/OP/Strategic Priority: CC/OP5/Building Energy Efficiency
 Total Cost of the Project: \$78.575 million
 GEF Funding Request: \$13.50 million (+ \$250,000 of PDF previously approved)

Key Indicators:

- 5.617 million MWh of energy savings and cumulative GHG emissions reduction of 9.588 Mt CO_{2eq} over 20 years (2.820 Mt CO₂ eq from direct and direct post project emissions reductions)

Rationale & Objective: The project is aimed to help remove financial, capacity, technology and policy barriers that currently limit the widespread adoption of energy-efficient measures and technologies in buildings in Brazil. To contribute to the removal of barriers to EE investment in the buildings sector, and to maintain compliance with the Montreal Protocol, the GOB has asked UNDP-GEF and UNDP-Montreal Protocol/Chemicals to join efforts to initiate a program that encourages cross-convention synergies to promote market transformation in EE in buildings and chiller replacement.

Project Outcomes:

- Enhanced energy efficiency investments through capacity building in private and public sector buildings
- Access to energy efficiency services and commercial financing for public sector buildings enhanced with a Public Building Initiative
- Interest enhanced in the replacement of energy-inefficient CFC free-using chillers
- A Partial Performance Guarantee Mechanism made available to stimulate energy efficiency investment through ESCOs

China: China/GEF/World Bank Urban Transport Partnership Program (WB)

Focal Area/OP/Strategic Priority: Climate Change/OP11/SO7 (Facilitating Sustainable Mobility in Urban Transport)
 Total Cost of the Project: \$607.10 million
 GEF Funding Request: \$21.00 million (+ \$PDF of \$350,000 previously approved)

Key Indicators:

- Reduction in forecast CO₂ emissions: an estimated 9-22 MT over 20 yrs.
- Adoption and implementation of a national urban transport strategy: at least 35 Chinese cities

Rationale & Objective: Greenhouse gas emissions from China's urban transport sector are rising very fast, because of explosive growth in car ownership and use. The objective of the proposed project is to assist China to develop and implement strategies for sustainable urban transport planning, and to develop an institutional and legal framework for planning and implementing sustainable urban transport systems. It includes a technical training and capacity building program, to achieve paradigm shifts from intensive investments in road infrastructure to encouraging modal shifts to the environment-friendly modes: public transport and NMT. It also aims to assist 14 cities and one province in developing long term strategies for sustainable transport. This planning and policy exercise is supplemented by a series of demonstration projects, emphasizing public transport and sustainable transport policies together with technical training and capacity building.

Project Outcomes: The project is designed to produce the following key outcomes:

- A paradigm shift in China's urban transport and land-use policies, plans and investments towards the promotion of public and non-motorized transport modes which are less energy intensive and polluting than those fostered by current urban land-use and urban transport strategies and planning systems.
- Significantly lower urban transport GHG emissions from China's cities than the business-as-usual scenario.

Project Outputs will include:

- The project is designed to produce the following key outputs:
- National Sustainable Urban Transport Development Strategy
- Urban Transport Planning Guidelines for Municipalities
- Recommendations for Urban Transport Legislation Institutional arrangements for promoting sustainable urban transport in China
- Trained experts and increased technical capacity Dissemination and public awareness-raising tools
- Fifteen large-scale sustainable urban transport demonstration projects, featuring four key initiatives.

China: Energy Efficiency Financing (WB)

Focal Area/OP/Strategic Priority:	CC/OP5/Industrial Energy Efficiency
Total Cost of the Project:	\$596.65 million
GEF Funding Request:	\$13.50 million

Key Indicators:

- Reduction of 3.9 million tons of CO₂ over the five-year project period, and avoidance of 78 million tons of CO₂ over the twenty-year life span of renovations financed by the project; and
- Industrial energy conservation investment lending business line established and sustained in the banking sector.

Rationale & Objective: The development objective of the proposed project is to improve the energy efficiency of medium and large-sized manufacturing facilities in China's industrial sector. Its global environmental objective is to reduce China's GHG emissions by medium and large-sized energy consumers in energy-intensive industries. These objectives will be achieved by (a) developing sustainable energy conservation lending businesses in selected banks to support medium and large-scale energy conservation investments in these industries; and (b) strengthening government capability to enforce related laws, regulations and standards, and to supervise and monitor industrial energy conservation activities.

Project outcomes include:

- Improve energy efficiency of medium and large-sized energy-intensive industrial enterprises;
- Reduce greenhouse gas emissions of such industries.

Project outputs include:

- \$400 million of energy efficiency financing provided by the participating financial institutions to medium and large-sized energy-intensive industries for energy efficiency investments;
- Additional \$150 million of energy efficiency investment financing requests in the pipeline of Chinese banks participating in the project;
- Energy efficiency financing preparation procedures and modalities adopted by Chinese banks participating in the project; and
- Establishment of a fully-functioning National Energy Conservation Center.

Russian Federation: Renewable Energy Project (RREP) (WB)

Focal Area/OP/Strategic Priority: Climate Change Strategic Priority: CC4 On-Grid Renewable Energy
 Total Cost of the Project: \$77.15 million
 GEF Funding Request: \$10.00 million (+ \$350,000 of PDF previously approved)

Key Indicators:

Project will reduce 4.89m tons of CO₂ emissions by increasing renewable energy production in three markets: 1) on-grid electricity from small hydro and wind; 2) district heating from waste biomass; and 3) residential heat and hot water systems from solar and biomass resources. Other indicators include Adoption of Enabling Regulatory and incentive framework for heat and power; number of RE projects reaching financial closure; RE Power Generation Capacity Installed (MWe); RE Heat generation capacity installed (MWt); and total electricity and heat generated from new RE installations (MWh).

Rationale & Objective: The project's global objective is to reduce emission of greenhouse gases through implementation of renewable energy projects in the Russian Federation. The development objective of the project is to facilitate a sustainable market for Renewable Energy Resources in the Russian Federation by supporting the development of enabling policies, institutional capacity, and self-sustaining, market-oriented financing mechanisms.

Project Outcomes: The program outcome is the design and implementation of enabling regulatory and incentive framework for renewable energy resource-based power and heat production, including tariff design, licensing and permitting procedures, and training of stakeholders and the establishment of a Renewable Energy Financing Facility.

Project Outputs: The primary program outputs are the increased in-country knowledge and an improved framework and market for renewable energy development and increased investments in renewable energy projects.

South Africa: Sustainable Public Transport and Sport: A 2010 Opportunity (UNDP)

Focal Area/OP/Strategic Priority: Climate Change/OP11/SO7 (Facilitating Sustainable Mobility in Urban Transport)
 Total Cost of the Project: \$335.14 million
 GEF Funding Request: \$10.999 million (+ \$197,000 of PDF previously approved)

Key Indicators:

- Direct avoided greenhouse gas emissions; approximately 423,000 tons of CO₂-equivalent over the next 10 years; indirect CO₂ emission reduction due to replication is an estimated 2 million tCO₂-equivalent over a ten-year period
- The annual number of person trips on sustainable transport modes promoted under the project will be increased by 20%

Rationale & Objective: In South Africa the public transport system provides low levels of service, and is mainly used by lower-income groups. The rail transit and scheduled bus services (both government and privately owned) have declined rapidly since the early 1980s. As incomes amongst all races rise in South Africa, private car ownership and use has increased significantly over the last decade and is anticipated to continue to rise in the future. The objective of the proposed project is to provide an effective, sustainable and environment-friendly urban public transport system, planned and regulated at local levels of government, taking advantage of the 2010 FIFA World Cup, in a two-pronged way; giving targeted technical assistance to specific transport system improvement projects in selected venue cities; capacity building and institutional strengthening, in particular at the local level of government.

Project Outcomes:

- Implementation of transport system improvements in seven 2010 venue cities
- Increased information and knowledge about sustainable transportation options and implementation amongst local and national decision-makers and transport and urban planners

Project Outputs:

- Restructured public transport systems (high-impact mode-shift projects) have been supported and are implemented in two venue cities
- Road management and transport system efficiency improvements have been supported and are implemented in one venue city
- Non-motorized transport (NMT) projects have been supported and are implemented in three venue cities
- Travel Demand Management (TDM) projects have been supported and are implemented in one venue city
- Increased number of post-graduate professionals with training and relevant work experience in the field of sustainable transport by means of study and training grants
- Increased information and knowledge about sustainable transportation options and implementation amongst local and national decision-makers and transport and urban planners

Regional: Barrier Removal to the Cost-Effective Development and Implementation of Energy Efficiency Standards and Labeling Project (BRESL) (UNDP)

Focal Area/OP/Strategic Priority:	CC/OP5/Building Energy Efficiency
Total Cost of the Project:	\$34.205 million
GEF Funding Request:	\$6.80 million (+ \$50,000 of PDF-A approved by UNDP)

Key Indicators:

- GHG emissions reduction from utilization of energy efficient appliances/equipment in the region by Year 5 (2011) = 22.0 million tons/year CO₂
- Energy savings from the use of energy efficient appliances/equipment by Year 5 (2011) = 24,021 GWh/year
- Increase in market share of efficient products by Year 5 (2011) = 25%

Rationale & Objective: The proposed project will focus on building capabilities and interest to pursue energy-efficient standards and labeling (ES&L) efforts in each of the participating countries. The project will focus on six products: (1) refrigerators; (2) room air conditioners; (3) electric motors; (4) ballasts for fluorescent tubes; (5) electric fans; and (6) compact fluorescent lamps. The harmonization objective of the project will encourage regional trade in energy-efficient products.

Project Outcomes: The project is comprised of 5 major components consisting of complementary activities designed to remove barriers to ES&L and focusing on: (1) ES&L policy making; (2) ES&L capacity building; (3) ES&L manufacturer support; (4) ES&L regional cooperation; and, (5) ES&L pilot projects.

The expected outputs resulting from BRESL include: (1) new minimum efficiency standards for the target products adopted in at least 4 countries, reducing unitary energy use for these products by at least 10% relative to business as usual (4% for motors); (2) at least 4 countries adopt new or improved appliance and equipment energy efficiency labeling schemes; (3) ES&L programs are operating in at least 5 countries; (4) regional cooperation on ES&L efforts; (5) majority of appliance/equipment manufacturers in the region recognize the benefits of, and opportunities for, ES&L efforts to increase their profits; (6) mutual recognition agreements and product certification and posting procedures in place; (7) increased market share of EE equipment/appliances in the different countries and in the region as a result of the ES&L programs; and (8) energy savings from the utilization of energy efficient appliances/equipment in the end use sectors in each of the participating countries.

II. Medium-Sized Projects

India: Energy Conservation in Small Sector Tea Processing Units in South India (UNDP, GEF \$0.97 million, total \$2.07 million)

The goal of the project is to reduce energy consumption from tea processing units in south India, thereby restricting GHG emissions. The project aims to remove barriers and develop replicability strategies for energy efficiency and energy conservation interventions in the tea processing industry in South India.

The expected outcomes of the project are:

1. Awareness creation among the target sector about energy efficiency and renewable energy technologies and their relation to profitability
2. Elimination of financial barriers that inhibit investment in energy conservation equipment
3. Adoption and procurement of energy efficiency and renewable energy equipment and practices
4. Learning, knowledge sharing and replication

The project will support at least 30 factories in South India to adopt energy efficient equipment and practices that would accumulatively save 55,800 tons of direct CO₂. In addition, 1,125 tons of direct CO₂ will be saved due to reduced consumption of diesel because of reduced vehicular movement as a consequence of reduced consumption of firewood. It is expected that the environment for acceptance of energy usage reform created by the project would have a replication effect and momentum to sustain beyond the project period. In such a scenario, the indirect CO₂ emission reduction is expected to be 170,775 tons over the next ten years.

Mexico: Grid-connected Photovoltaic Project (UNDP, GEF \$1.0 million, total \$2.0 million)

This project will demonstrate the technical, operational and, ultimately, economic feasibility of grid-connected PV systems as a means to reduce or soften the summer peak electrical demand in northern Mexico. In order to do so, the following three outcomes will be achieved:

- Grid connected PV systems are demonstrated as a viable technical and commercial electricity supply option in the northern Mexican context
- Technical capacity for the design, operation, and maintenance of on grid PV systems and related components is incorporated in national institutions
- Project results influence national renewable energy policy and contribute to global PV market development efforts

The project targets the residential and commercial sectors due to their large potential for replication. The residential component aims at raising social awareness about the potential of the technology to address technical and economic problems, and its benefits to the environment; while at the same time testing a means to relieve the user in the long run from the constant threat of increased electricity tariffs. This component will also test alternative mechanisms to phase out the heavy subsidies that the federal government applies to domestic tariffs during the summer months in cities such as Mexicali. The commercial component of the project will focus on small and medium size business, where PV may reach economic competitiveness in a shorter time. This possibility is due to the fact that commercial electricity tariffs are not subsidized. Hence, total monthly PV generation will have a double positive effect, by reducing both peak electrical demand and total demand, thus preventing the user from falling into the higher cost consumption bracket.

Uruguay: Uruguay Wind Energy Programme (UWEP) (UNDP, GEF \$1.0 million, total \$7.01 million)

The goal of this project is to mitigate greenhouse gas emissions by implementing large-scale, grid-connected wind energy systems in Uruguay. The directly avoided emissions are 0.18 Mton CO₂ over the lifetime (20 years) of a 5 MW wind farm. The indirectly avoided emissions are 1.1 Mton CO₂ over the period 2006-2015, with yearly savings after 2015 of minimally 0.26 Mton CO₂.

The objective of this initiative is to remove the present barriers for the development of commercially viable wind energy investments in the country and establish a 5 MW showcase as a basis for replication.

The UWEP Project consists of the following four components that contribute to the removal of the identified barriers within a three-year, medium-size project and pave the way for the development of a sustainable market for wind energy (and other renewables) in Uruguay. Each component is associated with specific outcomes and outputs and a set of envisaged activities as described below:

- An enabling policy framework has been created, including regulations for grid access and dispatch, construction and operation of wind farms, technical codes, and financial incentives for wind-generated electricity;
- Information has been produced and made available to prepare and facilitate identified wind energy projects, as well as information and promotion for stakeholders and the broader public;
- Increased business skills have been developed to prepare, implement and benefit from wind energy technology within the public and private delivery model; and
- Technological barriers have been removed by facilitating measuring equipment and implementing a first 5-MW wind farm connected to the grid.

Namibia: CPP Namibia: Adapting to Climate Change through the Improvement of Traditional Crops and Livestock Farming (SPA) (UNDP, GEF \$1.0 million, total \$6.79 million)

The project will contribute to the goal of enhancing adaptive capacity to climate change in agricultural and pastoral systems in Namibia. In order to support progress towards this goal, the project objective is to develop and pilot a range of coping mechanisms for reducing the vulnerability of farmers and pastoralists to climate change, including variability. The objective will be achieved through activities that support three outcomes including (i) climate change adaptation measures of rural communities in agricultural production piloted and tested; (ii) improved information flows on climate change, including variability (such as drought) between providers and key users and (iii) Climate change issues integrated into planning processes. These outcomes should also facilitate effective replication and up-scaling of measures that promote adaptation to climate change through the Country Pilot Partnership (CPP) for Integrated Sustainable Land Management (ISLM) country programme or other means. The project will be implemented in several drought-prone constituencies in the North-Central region of Namibia. The region is selected based on assessments of vulnerability to climate change, adaptive capacity, national level priority and other relevant issues (e.g. accessibility, extent of ongoing activities to address climate change concerns in this area).

Annexe 3: Summaries of Projects Approved under the SCCF (From September 1, 2006 to August 31, 2007)

I. Full-Size Projects

Ecuador: Adaptation to Climate Change through Effective Water Governance (UNDP)

SCCF Adaptation Program

Total Cost of the Project: \$9.35 million

GEF Funding Request: \$3.0 million (+ PDF-B of \$350,000 previously approved)

Project Rationale and Objective: Because of its geographical location, Ecuador is highly vulnerable to climate change on water resources. Periodic El Niño events have already demonstrated the magnitude of catastrophic effects from climatic perturbations. Due to the cross-cutting nature of water resources, increased mean temperature, recurrent droughts and floods, retreating glaciers, and more intense and infrequent rainfall patterns will have a wide ranging set of impacts on water supply. These heightened vulnerabilities to climate hazards will compound current water governance problems in Ecuador.

The project goal is to “mainstream climate change risks into water management practices in Ecuador.” As a contribution to this goal, the project objective is “to increase adaptive capacities to address climate change risks in water resource management at the national and local level.” Towards this end, three outcomes will be realized including: 1. the integration of climate change risks into key national and local water development and management plans; 2. implementation of adaptation measures; and 3. information management and knowledge brokering.

The project focuses on interventions (“system boundary”) at the national and local level. At the national level, the project will improve water governance by incorporating climate risks consideration into water management and decision making processes. At the local level, interventions will be in specific provinces that have been identified based on climate change vulnerability assessments and stakeholder consultations completed during the preparatory phase. The participation of provincial authorities and local communities is an integral component of this project and will ensure the sustainability of the interventions beyond the lifetime of this project.

Guyana: Conservancy Adaptation Project (WB)

SCCF Adaptation Program

Total Cost of the Project: \$20 million

SCCF Funding Request: \$3.8 million

Project Summary: The objective of the proposed Conservancy Adaptation Project is to help the Government of Guyana adapt to global climate changes by mitigating the country’s risk to flooding. This goal will be achieved through the support of a long-term intervention and adaptation program designed to increase the drainage capacity of Guyana’s most important water conservancy system - the East Demerara Water Conservancy (EDWC) - and to strengthening the Government’s understanding of the functionality of this system. Changes in the severity of individual rainfall events, variations in annual rainfall levels and sea level rise represent significant threats to the EDWC system, the future agricultural productivity of Guyana, and the overall welfare of its inhabitants. The project will help protect the coastal population currently vulnerable to annual flooding and at risk of losing their homes and means of economic production. Specific project objectives involve conducting a comprehensive analytical assessment to serve as the foundation for the upgrade of the EDWC conservancy system, and strengthening the drainage capacity of the EDWC.

The key component of the project will be the creation of a comprehensive analytical assessment of the EDWC system based upon detailed topographical and hydrological data. This model will provide an assessment that will serve not only as a foundation for improvements to be financed by the Inter-American Development Bank (IADB) and other donors but also as a tool to continuously evaluate the challenges that the EDWC will face from climate variation and change over the longer term. It will be used to design a comprehensive strategy to address the many challenges confronting Guyana's water conservancy systems. Other outcomes will include the rationalization and improvement of water flow systems, improvement in water removal systems, better hydro-meteorological monitoring, and enhanced emergency access improvements.

Kenya: Adaptation to Climate Change in Arid Lands (KACCAL) (WB)

SCCF Adaptation Program

Total Cost of the Project: \$51.63 million

SCCF Funding Request: \$6.5 million (+PDF-B of \$290,000 previously approved)

Project Summary: The overall objective of the KACCAL is to assist Kenya in adapting to expected changes in climatic conditions that pose a threat to the sustainability of rural livelihoods in its arid and semi-arid lands. The project will focus on a) improving the ability to reduce the near-term vulnerability to current climate variability and trends in conjunction with the Arid Lands Resource Management Program (ALRMP), and on b) strengthening the medium to long-term ability to address climate change impacts related to increased climatic variability and higher temperature, associated with changes of magnitude and frequency of extremes. The project will be implemented jointly by UNDP and the World Bank.

The project will achieve this by strengthening institutional and technical ability to manage current and future climate risks across scales, specifically incorporating climate risk management into local and national strategies and activities that affect livelihood in ASALs, such as supporting innovative initiatives to diversify and improve long-term livelihoods by engaging local communities and the private sector.

At the local level, the project will place an emphasis on strengthening the adaptive capacity to current climate variability and extremes through connecting these efforts with a forward-looking perspective on the superimposed effects of climate change. Efforts include: increasing the accessibility of early warning and seasonal climate forecasts to vulnerable stakeholders in ASALs; training communities to act upon this information through improved land-use and natural resource management and economic development strategies; and building local level capacities to detect and address local climatic and environmental changes.

The project will also strengthen the link between disaster management and climate change to ensure that short-term responses that may be maladaptive in the medium to long-term are avoided. Support will be provided for development of partnerships and information sharing mechanisms that bring together technical, development and policy perspectives relevant to sound decision-making for the longer term.

Long-term sustainability and resilience will require including the private sector to create additional opportunities for those whose livelihoods may no longer be sustainable due to climate change. The project also focuses on opportunities for economic diversification in support of alternative livelihoods.

The four project components focus on building a comprehensive climate risk management approach by connecting activities at the local, sub-national and national level and engaging a broad range of stakeholder groups. Component 1 focuses on improving national coordination of information and action for the management of climatic risk. Component 2 seeks to integrate long-term climate risks into local-district planning and investment and will engage private sector entities for risk reduction. Component 3 supports community-driven initiatives to enhance long-term livelihood strategies.

Component 4 will involve support for program management and detailed impact monitoring, evaluation and regional knowledge sharing.

The monitoring and assessment framework for the project contains an especially innovative feature. As components 2 and 3 of the project will focus on four or five out of Kenya's 28 arid districts involved in the ALRMP, the monitoring framework will adopt an experimental design approach through which the results in these districts will serve as experimental groups for comparison with results in similar districts not targeted in the KACCAL project. These latter districts will serve as control groups. The results will also provide useful lessons for comparison with results of other SCCF-supported projects in Ethiopia, Mozambique and Zimbabwe.

Regional: Design and Implementation of Pilot Climate Change Adaptation Measures in the Andean Region (WB)

SCCF Adaptation Program

Total Cost of the Project: \$29.24 million

GEF Funding Request: \$6.9 million (+ \$590,000 PDF-Bs previously approved)

Project Rationale and Objective: While much attention has been paid to climate change in the polar region, those mountains that extend into the troposphere have been warming faster than adjacent lowlands. Thus, heavily populated, high-elevation areas in the tropics, such as the tropical Andes, are now experiencing, and will likely continue to experience, dramatic changes in climate. In particular, global warming has been linked to the accelerated retreat of tropical glaciers in the Andes and to an increase in the weather variability and weather extremes affecting the Andean ecosystems with immense repercussions on ecosystem integrity and the welfare of local populations. Runoff from tropical glaciers plays a critical role in mountain ecosystem integrity and its reduction will have lasting and pervasive implications for water supply in the Andes. Glacier retreat will have severe negative effects on regional water supply, local agriculture, and hydro power supply in these countries.

The development objective of the proposed project is to implement adaptation measures to meet the anticipated consequences of the catastrophic glacier retreat induced by climate change. This will be achieved by: a) supporting the detailed design of selected adaptation measures; b) implementing regional and strategic adaptation pilots to address key impacts from rapid glacier retreat on selected basins; and c) supporting continuing observation and assessment of glacier retreat and the associated impacts on the region (no GEF resources requested for this activity). The measures will be located in vulnerable highland glacial-dependent watersheds, other associated ecosystems, and regions of mutual interest to participating member countries, where the combined impacts of glacier retreat on global commons and on the prospects for local sustainable development are the highest.

II. Medium-Sized Projects

Ethiopia: Coping with Drought and Climate Change (UNDP, GEF \$0.99 million, total \$2.86 million)

The project addresses the future impacts of long-term climate change, increasing the adaptive capacity of local and national stakeholders to cope with increased frequency and intensity of drought, which the INC has identified as a major consequence of climate change. This means that project stakeholders need to build their capacity to adapt to changing climatic conditions. The project strategy presented here builds capacity to continually review the sustainability of land management systems and adapt them as the impacts of climate change alter the underlying drivers of productivity.

The project will contribute to the goal of enhancing food security and the capacity to adapt to climate change in agricultural and pastoral systems in Ethiopia. In order to support progress towards this goal, the project objective is: To develop and pilot a range of coping mechanisms for reducing the vulnerability of farmers and pastoralists to future climate shocks. The objective will be achieved through activities generating four outcomes: (1) Farmers/pastoralists in the selected pilot sites are able to cope with drought; (2) Early warning systems provide timely and relevant information to farmers/pastoralists to assist them in coping with drought; (3) Drought preparedness and mitigation policies support farmers/ pastoralists in coping with drought; (4) Farmers/pastoralists inside and outside the pilot sites deploy and replicate successful approaches to cope with drought.

Mozambique: Coping with Drought and Climate Change (UNDP, GEF \$0.96 million, total \$1.88 million)

The project addresses the future impacts of long-term climate change, increasing the adaptive capacity of local and national stakeholders to cope with increased frequency and intensity of drought, which the INC has identified as a major consequence of climate change. This means that project stakeholders need to build their capacity to adapt to changing climatic conditions. The project strategy presented here builds capacity to continually review the sustainability of land management systems and adapt them as the impacts of climate change alter the underlying drivers of productivity.

The project will contribute to the goal of enhancing food security and the capacity to adapt to climate change in agricultural and pastoral systems in Mozambique. In order to support progress towards this goal, the project objective is: To develop and pilot a range of coping mechanisms for reducing the vulnerability of farmers and pastoralists to future climate shocks. It will secure this objective through activities generating four Outcomes: (1) Farmers/pastoralists in the selected pilot sites are able to cope with drought; (2) Early warning systems provide timely and relevant information to farmers/pastoralists to assist them in coping with drought; (3) Drought preparedness and mitigation policies support farmers/pastoralists in coping with drought; (4) Farmers/ pastoralists inside and outside the pilot sites deploy and replicate successful approaches to cope with drought.

Zimbabwe: Coping with Drought and Climate Change (UNDP, GEF \$0.98 million, total \$2.13 million)

The project addresses the future impacts of long-term climate change, increasing the adaptive capacity of local and national stakeholders to cope with increased frequency and intensity of drought, which the INC has identified as a major consequence of climate change. This means that project stakeholders need to build their capacity to adapt to changing climatic conditions. The project strategy presented here builds capacity to continually review the sustainability of land management systems and adapt them as the impacts of climate change alter the underlying drivers of productivity.

The project will contribute to the goal of enhancing food security and the capacity to adapt to climate change in agricultural and pastoral systems in Mozambique. In order to support progress towards this goal, the project objective is: To develop and pilot a range of coping mechanisms for reducing the vulnerability of farmers and pastoralists to future climate shocks. It will secure this objective through activities generating four outcomes: (1) Farmers/pastoralists in the selected pilot sites are able to cope with drought; (2) Early warning systems provide timely and relevant information to farmers/pastoralists to assist them in coping with drought; (3) Drought preparedness and mitigation policies support farmers/pastoralists in coping with drought; (4) Farmers/ pastoralists inside and outside the pilot sites deploy and replicate successful approaches to cope with drought.

Annexe 4: Status of Second National Communications from Parties not included in Annex I to the UNFCCC

Party	Agency	Submission date of the last report to COP	Date of funding request for the current report	Date of approval by IA	Total Amount Approved US\$	Date of initial disbursement of funds by the IA	Expected Date of Project Completion	Comment on the current status of project activities
1. Afghanistan	UNEP	INC to be prepared		Under preparation				<input checked="" type="checkbox"/> Stocktaking exercise completed. Project document ready for internalization
2. Albania	UNDP	13-Sep-02		4-Feb-05	420,000	14-Apr-05	October 2007	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: more than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: more than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: more than 25% completed
3. Algeria	UNDP	30-Apr-01		12-Dec-05	420,000	6-Feb-06	2009	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: more than 20% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Less than 20% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: not initiated yet
4. Angola	UNEP	INC to be prepared		Under preparation				<input checked="" type="checkbox"/> Stocktaking exercise completed and project document preparation on-going
5. Antigua and Barbuda	UNDP	10-Sep-01		18-Apr-06	420,000	6-Jun-06	August 2008	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: Less than 20% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis Less than 20% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: not initiated yet
6. Argentina	WB	25-Jul-97		18-Dec-03		10-Mar-04		<input checked="" type="checkbox"/>

7. Armenia	UNDP	4-Nov-98		29-Jul-05	420,000	24-Sep-05	2009	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: Less than 25% completed. <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: not yet initiated.
8. Azerbaijan	UNDP	23-May-00		21-Jul-05	420,000	28-Jul-05	June 2009	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: between 20%-50% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: less than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: Less than 20% completed
9. Bahamas	UNDP	5-Nov-01		22-May-06	420,000			<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: Less than 20% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: less than 20% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: Not initiated
10. Bangladesh	UNDP	12-Nov-02		2-Aug-07	420,000			Project document under preparation. Waiting for Gov't to sign project document.
11. Bahrain	UNEP	20-April-05		31-Jan. 07	420,000	04-Apr-07	March 2010	Project inception report planned for November 2007
12. Barbados	UNDP	30-Oct-01		22-Nov-06	420,000	1-Dec-06	2009	
13. Belize	UNDP	16-Sep-02		24-Mar-06	470,000 Includes TNA	2-May-06	February 2008	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: Less than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Less than 25% completed. <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: not initiated yet
14. Benin	UNDP	21-Oct-02		26 Oct 06	420,000	July-07		<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: not initiated yet.
15. Bhutan	UNDP	13-Nov-00		30-May-07	420,000	Aug-07		Preparatory work and recruitment of technical team in process.

16. Bolivia	UNDP	16-Nov-00		10-Jun-05	420,000	9-Aug-05	August 2009	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: less than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: Less than 25% completed. <input checked="" type="checkbox"/> Expected SNC first draft: August, 09
17. Bosnia & Herzegovina	UNDP	INC under preparation		8 Dec 2005	420,000	27 April 2006		
18. Botswana	UNDP	22-Oct-01		23-Dec-05	420,000	3-Feb-06	December 2008	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: less than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: less than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: Less than 25% completed
19. Brazil	UNDP	10-Dec-04		8-Nov-05	3,400,000 Did not request PDF funds	13-Dec-06	December 2008	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: not initiated yet.
20. Burkina Faso	UNDP	16-May-02		5-Jun-06	420,000	27-Jul-06		
21. Burundi	UNDP	23-Nov-01		22-May-06	420,000	29-Jun-06	June 2009	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: Draft report completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Less than 25% completed. <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: Less than 25% completed
22. Cambodia	UNDP	8-Oct-02		9-May-06	420,000	24-Jun-06		<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: not initiated yet.

23. Cameroon	UNEP	31 Jan 2005		Project document under preparation				Stocking exercise on going.
24. Cape Verde	UNDP	13-Nov-00		30-Jan-07	420,000	July-07	2010	SNC project recently approved
25. Central African Republic	UNEP	10-Jun-03		30-Aug-06	420,000	13-Nov-06		<input checked="" type="checkbox"/> Inception workshop scheduled for December 2007
26. Chad	UNDP	29-Oct-01		30-Jan-07	420,000	Jun-07		Preparatory work and recruitment of technical team in process.
27. Chile	UNDP	8-Feb-00		8-Sep-06	420,000	Aug-07	2010	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: not initiated yet.
28. China	UNDP	10-Dec-04		18-Jan-07	PDF-B 350,000	(Full size) PDF phase		Project submitted to the GEF for the Nov 2007 work programme
29. Colombia	UNDP	18-Dec-01		8-Sep-06	420,000		July 2009	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: More than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: More than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: less than 25% completed
30. Comoros	UNEP	5 Apr 2003		30 March -07	420,000	14 May -07	May 2010	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: less than 20% completed
31. Congo	UNDP	30-Oct-01		24-Apr-06	420,000	24-Jun-06	March 2008	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: not initiated yet
32. Congo Democratic Republic	UNEP	21-Nov-00		11-Oct-05	420,000	08-Nov-05	December 2008	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: more than 75% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: not initiated yet.

33. Cook Islands	UNDP	30-Oct-99		22-Dec-05	420,000	21-Apr-06	November 2009	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: More than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Less than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: not initiated yet
34. Costa Rica	UNDP	18-Nov-00		12-Apr-06	105,000 Includes TNA	12-May-06		<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: Less than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Less than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: Less than 25% completed
35. Cuba	UNDP	28-Sep-01		Under preparation				Project document completed. Awaiting project approval by the Gov't.
36. Côte d Ivoire	UNEP	2 -Feb-01		8 Jun. 2005	420,000	10 Jun. 2005	November 2008	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: more than 75% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: More than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: less than 25% completed
37. Cyprus								<input checked="" type="checkbox"/> Information not available in database
38. Democratic People's Republic of Korea	UNEP	7 May 2004		25 Apr. 2005	420,000	04 May 2005	April 2008	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: 25% completed
39. Djibouti	UNEP	06-Jun-02		08-Jun-06	420,000	13-Jun-06	October 2008	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: More than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: less than 25% completed
40. Dominica	UNDP	4-Dec-01		16-Feb-06	420,000	4-Apr-06		
41. Dominican Republic	UNDP	4-Jun-03		11-Nov-05	20,000	21-Nov-06	December 2008	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: Completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: More than 50% <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: Less than 25% completed

42. East Timor	UNDP	INC		Under preparation				INC under preparation.
43. Ecuador	UNDP	15-Nov-00		8-Feb-06	420,000	23-Mar-06	November 2008	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Less than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: not yet initiated
44. Egypt	UNDP	19-Jul-99		7-Nov-05	420,000	16-Mar-06	July 2009	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: Less than 25% completed
45. El Salvador	UNDP	10-Apr-00		30-May-07	420,000	Sept-07		Recruitment of SNC project coordinator and technical team underway
46. Equatorial Guinea								Information not available in database
47. Eritrea	UNDP	16-Sep-02		30-Jan-07	420,000	June-07		Preparatory work and recruitment of technical team in process.
48. Ethiopia	UNDP	16-Oct-01		Has not yet requested self-assessment funds				
49. Fiji								Information not available in database
50. Gabon	UNDP	22-Dec-04		31-Jan-07	420,000	May-07		Preparatory work and recruitment of technical team in process.
51. Gambia	UNEP	6 Oct 2003		05-Sep.-2006	420,000		August 2009	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: Less 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Less 25% completed
52. Georgia	UNDP	10-Aug-99		5-May-05	420,000	24-Jun-05	November 2008	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: more than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: More than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: Less than 25% completed

53. Ghana	UNDP	2-May-01		10-May-06	420,000	29-Jun-06		<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: less than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Less than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: Less than 25% completed
54. Grenada	UNDP	21-Nov-00		8-Sep-06	420,000	May-07		Preparatory work and recruitment of technical team in process.
55. Guatemala	UNDP	1-Feb-02		7-Nov-06	420,000	Dec-06	July 2009	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: not yet initiated.
56. Guinea	UNEP	28-Oct-02		24-Sept. - 07	420,000	01-Oct.-07	Oct- 2010	<input checked="" type="checkbox"/> Inception and GHG Inventory workshops scheduled for November 2007
57. Guinea Bissau	UNDP	1-Dec-01		1-Nov-06	470,000 Includes TNA	April-07	June 2009	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: not yet initiated <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: Less than 25% completed
58. Guyana	UNDP	16-May-02		Approved. DOA pending	470,000 Includes TNA	Aug-07		
59. Haiti	UNEP	3 Jan 2002		29 Sep. 2005	420,000	06 Oct. 2005	November 2009	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Less than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: less than 25% completed
60. Honduras	UNDP	15-Nov-00		2-Dec-05	420,000	March-07	February 2009	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: Less than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: Less than 25% completed

61. India	UNDP	22-June-04		GEF council approved	3,849,000 Includes PDFB	July-07		Project under implementation
62. Indonesia	UNDP	27-Oct-99		16-Jan-07	420,000	July-07		Project under implementation
63. Iran Islamic Republic of	UNDP	31-Mar-03		22-Dec-05	420,000	23-Jan-06	December 2008	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: Less than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: less than 50% completed
64. Israel								<input checked="" type="checkbox"/> Information not available in database
65. Jamaica	UNDP	21-Nov-00		21-Apr-06	420,000	7-Jul-06	May 2008	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: More than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Less than 25% completed. <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: not yet initiated
66. Jordan	UNDP	6-Mar-97		29-Dec-05	420,000	25-Jan-06	May 2008	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: Less than 25% completed
67. Kazakhstan	UNDP	5-Nov-98		3-Mar-05	420,000	15-May-05	July 2009	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: between 20%-50% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: between 20%-50% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: between 20%-50% completed
68. Kenya	UNEP	22 Oct 2002		26 Oct. 2005	420,000	18 Nov. 2005	September 2008	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: more than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A Less than 25% completed

69. Kiribati	UNDP	30-Oct-99		31-Jan-07	420,000	May-07		<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: Not initiated yet
70. Kuwait								<input checked="" type="checkbox"/> Information not available in database
71. Kyrgyzstan	UNDP	31-Mar-03		2-Jun-05	420,000	5-Jul-05	February 2008	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: More than 75% completed. <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: More than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: Less than 25% completed
72. Lao People's Democratic Republic	UNDP	2-Nov-00		17-May-07	420,000			Project Document awaiting signature by Gov't.
73. Lebanon	UNDP	2-Nov-99		8-Jul-05	420,000	14-Mar-06	December 2009	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> GHG Mitigation Analysis: not yet initiated
74. Lesotho	UNEP	17 -April 2000		4 -Sept. -06	420,000	25 Oct. 2006	November 2009	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: 25 % completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: less than 25% completed
75. Liberia	UNEP	INC under preparation		31-Aug.-05	420,000	31 Aug. 2005	June 2009	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: More than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: less than 25% completed
76. Libyan Arab Jamahiriya	UNEP	INC under preparation		31 Jan. 2002	275,000	20 Feb. 2002	December 2008	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: Less than 25% completed * Project Approved before commencement of umbrella project

77. Madagascar	UNEP	22 Feb 2004		7 Nov. 2005	420,000	25 Nov. 2005	September 2008	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: more than 75% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> GHG Mitigation Analysis: Less than 25% completed
78. Malawi	UNDP	2-Dec-03		8-Feb-06	420,000	Dec-06	March 2009	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> GHG Mitigation Analysis: not yet initiated
79. Malaysia	UNDP	22-Aug-00		2 1-Dec-05	420,000	Jan-07		
80. Maldives	UNDP	5-Nov-01		Has not yet requested self-assessment funds				
81. Mali	UNDP	13-Nov-00		8-Sep-06	420,000	11-Sept-06		<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Less than 25% completed
82. Malta	UNDP	16-Jun-04		9-April-07	420,000	May-07		Inception workshops organized
83. Marshall Islands	UNDP	24-Nov-00		30-Jan-07	420,000			<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: Not yet initiated <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Not yet initiated <input checked="" type="checkbox"/> GHG Mitigation Analysis: not yet initiated
84. Mauritania	UNEP	30-Jul-02		14 Jul 2005	420,000	15 Aug. 2005	November 2009	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: More than 75% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: More than 50% completed
85. Mauritius	UNEP	28-May-99		Project document sent to Government for signature	420,000	22-Feb. -07	Jan. - 2010	<input checked="" type="checkbox"/> Inception Workshop scheduled for November 2007
86. Mexico	UNDP	23-July-01		20-Jun-05	405,000	11-Jul-05	Completed	<input checked="" type="checkbox"/> TNC submitted

					Did not request self-assessment funds		November 06	
87. Micronesia Federated States of	UNDP	4-Dec-97		20-Aug-06	420,000	Aug-06	January 2008	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> GHG Mitigation Analysis: not yet initiated
88. Moldova	UNEP	13 Nov 2000		12 -Oct-05	420,000	27 Oct. 2005	November 2008	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> GHG Mitigation Analysis: 50% completed
89. Mongolia	UNEP	1 Nov 2001		28-Aug.-06	420,000	15-Sept.-06	July 2009	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: more than 75% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> GHG Mitigation Analysis: 25% completed
90. Mozambique	UNEP	6-Jun.-06		11-Oct.-06	420,000	25-Oct.-06	Oct. 2009	<input checked="" type="checkbox"/> Less than 50% completed
91. Morocco	UNDP	1-Nov-01		2-Mar-05	455,000 Includes TNA Did not request self-assessment funds	13-May-05	May 2008	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: More than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> GHG Mitigation Analysis: less than 25% completed
92. Myanmar	UNEP	INC under preparation		26-Dec.-06	420,000	12- Mar. -07	Mar. 2010	Inception workshop planned for November 2007
93. Namibia	UNDP	7-Oct-02		14-Dec-05	420,000	24-Jan-06		

94. Nauru	UNDP	30-Oct-99		25-May-07	420,000	July-07		Preparatory work initiated, technical team recruitment in progress.
95. Nepal								<input checked="" type="checkbox"/> Information not available in database
96. Nicaragua	UNDP	25-Jul-01		4-Feb-05	420,000	7-Mar-05	March 2008	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: more than 75% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: more than 75% completed <input checked="" type="checkbox"/> GHG Mitigation Analysis: Less than 50% completed
97. Niger	UNDP	13-Nov-00		12-Dec-05	420,000	4-Jan-06	Nov 2008	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: more than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: more than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> GHG Mitigation Analysis: Less than 25% completed
98. Nigeria	UNDP	17-Nov-03		30-Mar-06	420,000 Includes TNA	1-Aug-06		<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> GHG Mitigation Not yet initiated
99. Niue	UNEP	2-Oct -01		11-Nov-04	420,000	20-Dec-04	August 2008	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: more than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: less than 25% completed
100. Oman	UNDP			15-May-07	300,000			Project Document awaiting Gov't signature
101. Pakistan	UNEP	15-Nov-03		Government to provide banking information				

102. Panama	UNDP	20-Jul-01		7-Jun-06	420,000	Sept-06	February 2009	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> GHG Mitigation Analysis: Less than 25% completed
103. Palau	UNEP	18-Jun-03		9-Dec-05	420,000	13-Dec-05	March 2008	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: more than 100% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: More than 75% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: 25% completed
104. Papua New Guinea	UNDP	27-Feb-02		17-Jul-06	420,000	Feb-07	December 2009	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> GHG Mitigation Analysis: More than 25% completed
105. Paraguay	UNDP	10-Apr-02		8-Dec-05	420,000	10-Mar-06	February 2008	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: More than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: less than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> GHG Mitigation Analysis: less than 50% completed
106. Peru	UNDP	21-Aug-01		20-Jul-05	1,849,350 Includes PDFAs	July-06		<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> GHG Mitigation Analysis: less than 25% completed

107. Philippines	UNDP	19-May-00		18-Apr-06	420,000	2-Aug-06	June 2009	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> GHG Mitigation Analysis: Less than 25% completed
108. Qatar								<input checked="" type="checkbox"/> Information not available in database
109. Rwanda	UNEP	6-Sep-05		22-Sep-06	420,000	16-Oct.-06	November 2009	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventory: Less than 50% completed
110. Saint Kitts and Nevis	UNDP	30-Nov-01		25-Oct-06	420,000	May-07		Preparatory work initiated.
111. Saint Lucia	UNDP	30-Nov-01		9-Jun-06	420,000	14-Jun-06	August 2009	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: less than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> GHG Mitigation Analysis: not yet initiated.
112. Saint Vincent and the Grenadines	UNDP	21-Nov-00		7-Jun-06	420,000	27-Jun-06		<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> GHG Mitigation Analysis: Less than 25% completed
113. Samoa	UNDP	30-Oct-99		21-Jul-05	420,000	27-Oct-05	May 2008	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: draft completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: More than 75% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: less than 50% completed
114. San Marino								Information not available in database
115. Saudi Arabia	UNDP	29-Nov-05		30-May-07	420,000		2010	Project document with Gov't for signature
116. São Tomé and Príncipe	UNDP	19-May-05		24-Sept-07	420,000			Pending Gov't signature of project document.

117. Senegal	UNEP	1-Dec-97		8-Jun.-06	420,000	20 Jun. 2006	July 2009	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: More than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: 25% completed
118. Serbia and Montenegro	UNDP	Initial Communication under preparation		2/2/07	420,000	1-June-07		
119. Seychelles	UNDP	15-Nov-00		9-Jun-06	420,000	16-Jun-06	June 2009	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: More than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: More than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: More than 25% completed
120. Sierra Leone	UNDP	8-Jan-07		Self-assessment				Project document under preparation.
121. Singapore								Information not available in database
122. Solomon Islands	UNDP	29-Sep-04		30-Jan-07	420,000			Project document pending Gov't signature.
123. South Africa	UNEP	11-Dec-03		Project document sent to Government for signature	420,000			
124. Sri Lanka	UNDP	6-Nov-00		30-May-07	420,000	July-07		Preparation work initiated. Recruitment of national team in progress.
125. Sudan	UNDP	7-Jun-03		10-May-07	420,000			Project Document pending Gov't's signature.
126. Syrian Arab Republic	UNDP	INC under preparation		20-July-2006	420,000	Jan-07		
127. Swaziland	UNDP	21-May-02		Approved. DOA pending	470,000 Includes TNA	May-07		Preparation work initiated. Recruitment of national team in progress.
128. Suriname	UNDP	14-Oct -96		Under preparation				Project document under preparation. Project pending Gov't approval.

129. Tajikistan	UNDP	8-Oct-02		26-May-05	420,000	7-Jul-05	December 2007	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: more than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: More than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: Less than 50% completed
130. Thailand	UNDP	13-Nov-00		31-May-06	420,000	Dec-06	June 2010	
131. Macedonia	UNDP	25-Mar-03		4-Feb-05	420,000	16-Feb-05	March 2008	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: more than 75% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: more than 75% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: More than 25% completed
132. Tanzania United Republic of	UNEP	4-Jul-03		21-Jul-06	420,000	15 Aug. 2006	September 2009	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: More than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: 25% completed
133. Togo	UNDP	20-Dec-01		8-Sep-06	420,000	April-07		Preparatory work initiated. Team coordinator recruited.
134. Tonga	UNDP	21-Jul-05		17-Jan-07	405,000 Did not request self-assess ment funds	Jan-07		
135. Trinidad and Tobago	UNDP	30-Nov-01		6-Jun-06	420,000	May-07	March 2009	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: not yet initiated.

136. Tunisia	UNDP	27-Oct-01		8-Jun-05	405,000 Did not request self-assessment funds	25-Aug-05		
137. Turkmenistan	UNEP	11-Nov-00		8-Jun-06	420,000	9-Jun-06	May 2009	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: More than 75 % completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: More than 25% completed
138. Tuvalu	UNDP	30-Oct-99		17-Jan-07	420,000	May-07		<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: not yet initiated.
139. Uganda	UNEP	26-Oct-02		Under preparation				Stocktaking exercise and project document preparation on- going
140. United Arab Emirates								Information not available in database
141. Uruguay	UNDP	15-Oct-97		5-May-05	405,000 Did not request self-assessment funds	30-Aug-05		<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: Less than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Less than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: Less than 50% completed
142. Uzbekistan	UNEP	22-Oct-99		10-Feb-05	420,000	21-Feb-05	September 2008	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: more than 100 % completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: More than 25%completed <input checked="" type="checkbox"/> GHG Mitigation Analysis: More 50% completed

143. Vanuatu	UNDP	30-Oct-99		22-Dec-05	420,000	24-Jul-06		<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: not yet initiated.
144. Venezuela	UNDP	13-Oct-05		Under preparation				
145. Vietnam	UNEP	2-Dec-03		7-Jun-06	420,000	19-Jun-06	June 2009	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: Less than 50% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Less than 25 % completed <input checked="" type="checkbox"/> GHG Mitigation Yet to commence
146. Yemen	UNDP	29-Oct-01		8-Nov-06	470,000 Includes TNA			<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> V&A analysis: Less than 25% completed <input checked="" type="checkbox"/> Mitigation Analysis: Less than 25% completed
147. Zambia	UNDP	18-Aug-04		2/2/07	470,000 Includes TNA	17-Aug-07		Preparatory work initiated.
148. Zimbabwe	UNEP	25-May-98		24-Apr-06	420,000	13-Jun-06	July2009	<input checked="" type="checkbox"/> GHG Inventories: 50 % completed

Status of second national communications from Parties included in Annex I to the UNFCCC

149. Turkey	UNDP	INC under preparation		21-June-05	420,000	16-Aug-05		INC submitted
-------------	------	-----------------------	--	------------	---------	-----------	--	---------------

Annexe 5: Status of NAPA's

Country	Implementing Agency	Current Status	Completion Date or Expected Completion Date	Web link for full NAPA document (completed projects only)
Bangladesh	UNDP	Completed	November 2005	http://unfccc.int/resource/docs/napa/ban01.pdf
Bhutan	UNDP	Completed	May 2006	http://unfccc.int/resource/docs/napa/btn01.pdf
Burundi	UNDP	Completed	February 2007	http://unfccc.int/resource/docs/napa/bdi01e.pdf
Cambodia	UNDP	Completed	March 2007	http://unfccc.int/resource/docs/napa/khm01.pdf
Comoros	UNEP	Completed	November 2006	http://unfccc.int/resource/docs/napa/com01e.pdf
Democratic Republic of the Congo	UNDP	Completed	September 2006	http://unfccc.int/resource/docs/napa/cod01.pdf
Djibouti	UNEP	Completed	October 2006	http://unfccc.int/resource/docs/napa/dji01f.pdf
Eritrea	UNDP	Completed	May 2007	http://unfccc.int/resource/docs/napa/eri01.pdf
Haiti	UNEP	Completed	December 2006	http://unfccc.int/resource/docs/napa/hti01f.pdf
Kiribati	UNDP	Completed	January 2007	http://unfccc.int/resource/docs/napa/kir01.pdf
Lesotho	UNEP	Completed	June 2007	http://unfccc.int/resource/docs/napa/lso01.pdf
Madagascar	World Bank	Completed	December 2006	http://unfccc.int/resource/docs/napa/mdg01f.pdf
Malawi	UNDP	Completed	March 2006	http://unfccc.int/resource/docs/napa/mwi01.pdf
Mauritania	UNEP	Completed	November 2004	http://unfccc.int/resource/docs/napa/mau01e.pdf
Niger	UNDP	Completed	July 2006	http://unfccc.int/resource/docs/napa/ner01e.pdf
Rwanda	UNEP	Completed	May 2007	http://unfccc.int/files/adaptation/napas/application/pdf/napa-rwanda-final-fr.pdf
Samoa	UNDP	Completed	December 2005	http://unfccc.int/resource/docs/napa/sam01.pdf
Senegal	UNEP	Completed	November 2006	http://unfccc.int/resource/docs/napa/sen01f.pdf
Sudan	UNDP	Completed	July 2007	http://unfccc.int/resource/docs/napa/sdn01.pdf
Tuvalu	UNDP	Completed	May 2007	http://unfccc.int/resource/docs/napa/tuv01.pdf
United Republic of Tanzania	UNEP	Completed	September 2007	http://unfccc.int/resource/docs/napa/tza01.pdf

Afghanistan	UNEP	On-going	Q4 - 2007	
Angola	UNEP	Process initiated	Q4 - 2008	
Benin	UNDP	On-going	Q3 - 2007	
Burkina Faso	UNDP	Draft NAPA available	Q2 - 2007	
Cape Verde	UNDP	On-going	Q4 - 2007	
Central African Republic	UNEP	On-going	Q4 - 2007	
Chad	UNDP	On-going	Q4 - 2007	
Ethiopia	UNDP	On-going	Q2 - 2007	
Gambia	UNEP	On-going	Q4 - 2007	
Guinea	UNDP	On-going	Q3 - 2007	
Guinea Bissau	UNDP	On-going	Q3 - 2007	
Lao People's Democratic Republic	UNDP	Draft NAPA available	Q3 - 2007	
Liberia	UNEP	On-going	Q3 - 2007	
Maldives	UNDP	Draft NAPA available	Q2 - 2007	
Mali	UNDP	On-going	Q3 - 2007	
Mozambique	UNDP	Draft NAPA available	Q3 - 2007	
Nepal	UNDP	Process initiated	Q4 - 2008	
São Tomé and Príncipe	World Bank	Draft NAPA available	Q4 - 2007	
Sierra Leone	UNDP	Draft NAPA available	Q2 - 2007	
Solomon Islands	UNDP	On-going	Q3 - 2007	
Timor-Leste	UNDP	Process initiated	Q4 - 2008	
Togo	UNDP	On-going	Q4 - 2007	
Uganda	UNEP	On-going	Q3 - 2007	
Vanuatu	UNDP	On-going	Q2 - 2007	
Yemen	UNDP	Draft NAPA apparently available, but has not been shared with UNDP.	Q3 - 2007	
Zambia	UNDP	On-going	Q4 - 2007	
Equatorial Guinea	----	Not started*	-----	
Myanmar	----	Not started*	-----	
Somalia	----	Not party to the UNFCCC	-----	

Table 1: NAPA preparation status for all LDCs. Green indicates NAPA completed, yellow indicate NAPA in preparatory phase and red indicate that NAPA has not been initiated. (*) Myanmar and Equatorial Guinea have not agreed to project proposals to finance the preparation of their NAPAs.

Annexe 6: Réponses aux Questions posées par l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI 32) en mai 2007

Questions à l'intention du FEM concernant la fourniture aux Parties non visées à l'annexe I de la Convention d'un appui financier et technique dans le cadre du processus de préparation des communications nationales

Au regard du paragraphe 1 a) i) de la décision 6/CP.8 (Directives supplémentaires à l'intention de l'entité chargée d'assurer le fonctionnement du mécanisme financier) sur les questions relatives aux communications nationales,

Décide que le Fonds pour l'environnement mondial, en tant qu'entité chargée du fonctionnement du mécanisme financier, devrait: i) apporter, en tant qu'entité chargée du fonctionnement du mécanisme financier, des ressources financières d'un niveau approprié, selon des procédures accélérées et sur une base convenue du coût intégral, aux fins de l'application des directives annexées à la décision 17/CP.8 pour l'établissement des communications nationales ainsi que pour les activités de renforcement des capacités liées à l'établissement des communications nationales conformément à la décision 2/CP.7 et en particulier à l'alinéa c du paragraphe 1 et aux paragraphes 3, 4 et 5 de la décision 6/CP.7;

Au regard du paragraphe 1 a) de la décision 17/CP.8 (Directives pour l'établissement des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention),

Décide: a) que les Parties non visées à l'annexe I de la Convention (Parties non visées à l'annexe I) devraient appliquer les directives énoncées dans l'annexe à la présente décision pour établir leurs deuxièmes et, le cas échéant, troisièmes communications nationales ainsi que, le cas échéant, leurs communications nationales initiales, sauf si elles ont lancé le processus d'établissement de leurs deuxièmes communications nationales et ont reçu des fonds au titre des procédures accélérées ou sur une base convenue du coût intégral avant l'approbation des directives annexées à la présente décision;

Au regard des dispositions pertinentes de la décision 8/CP.11 (Soumission des deuxièmes et, le cas échéant, des troisièmes communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention),

3^e paragraphe du préambule

Réaffirmant que, conformément au paragraphe 3 de l'article 4 de la Convention, les pays développés parties et les autres Parties développées visés à l'annexe II de la Convention doivent fournir des ressources financières nouvelles et additionnelles pour couvrir la totalité des coûts convenus encourus par les pays en développement parties pour s'acquitter de leurs obligations au titre du paragraphe 1 de l'article 12 de la Convention,

6^e paragraphe du préambule

Reconnaissant que l'établissement des communications nationales est un processus continu,

1^{er} paragraphe de la décision proprement dite

Invite les Parties non visées à l'annexe I de la Convention (Parties non visées à l'annexe I) qui ne l'ont pas encore fait à établir des propositions de projet pour le financement de leur deuxième et, le cas échéant, de leur troisième communication nationale, avant même d'avoir complètement achevé l'établissement de leur communication nationale précédente, afin d'éviter toute solution de continuité dans le financement des projets;

2^e paragraphe de la décision proprement dite

Décide que les Parties non visées à l'annexe I qui ont soumis leur communication nationale devront faire une demande en vue du financement de leur communication nationale suivante dans les trois à cinq ans qui suivent le premier versement de ressources financières opéré aux fins de l'établissement effectif de leur communication nationale précédente, sauf si ce premier versement est intervenu il y a plus de cinq ans, auquel cas les Parties devraient présenter leur demande de financement avant 2006; cela vaut pour le financement des deuxièmes et, le cas échéant, des troisièmes communications nationales;

À la lumière de toutes ces dispositions, les questions suivantes se posent:

- 1) Le FEM doit nécessairement mettre en place des procédures opérationnelles pour que les Parties non visées à l'annexe I puissent présenter une demande de financement pour la préparation de leurs troisièmes communications nationales dans le cadre de la procédure accélérée ou sur une base convenue du coût intégral?

Les procédures opérationnelles existantes continueront de s'appliquer pour toutes les communications nationales jusqu'à ce que la Conférence des Parties revoie ses directives en la matière.

- 2) Faut-il nécessairement que la Conférence donne des directives supplémentaires au FEM concernant la préparation des troisièmes communications nationales des Parties non visées à l'annexe I à la Convention? Autrement dit, les dispositions de la décision 8/CP.11 mentionnées ci-dessus doivent-elles être réitérées dans des directives supplémentaires à l'intention du FEM?

Au regard des critères opérationnels actuels du FEM concernant les communications nationales, des directives supplémentaires ne sont pas absolument nécessaires pour fournir une aide aux pays.

- 3) Le FEM doit-il nécessairement mettre en place des procédures opérationnelles pour que les pays puissent demander des financements pour préparer leurs communications nationales suivantes dans le cadre de la procédure accélérée ou sur une base convenue du coût intégral, pour ce qui est de toute Partie non visée à l'annexe I réalisant sa troisième communication nationale et préparant une proposition pour le financement de sa communication nationale suivante (ainsi qu'il en est de l'Uruguay par exemple)?

Le FEM révisera ses procédures opérationnelles lorsque la Conférence aura donné de nouvelles directives concernant la préparation des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I.

S'agissant des modalités et des sources de financement

Dans quelle catégorie de financement (par source, par pays; par exemple: FEM-3) s'inscrivent i) les deuxièmes communications nationales, et ii) celles suivantes des Parties non visées à l'annexe I de la Convention faisant actuellement l'objet d'un financement?

- i) Les ressources de FEM-3 constituent la source de financement de la préparation des deuxièmes communications nationales pour toutes les Parties non visées à l'annexe I sollicitant un financement, exception faite d'une Partie dont un projet de grande envergure a été approuvé au titre de FEM-4 dans le cadre du Dispositif d'allocation des ressources.

- ii) Les ressources destinées au financement de la préparation des communications nationales suivantes proviendront des allocations individuelles découlant du DAR, conformément aux décisions visées dans le document intitulé *Le Dispositif d'allocation des ressources du FEM* (GEF/C.27/Inf.8/Rev.1). Un examen à mi-parcours du DAR sera réalisé en 2008.

Quelles sont les procédures applicables au financement i) des deuxièmes communications nationales, et ii) des communications suivantes des Parties non visées à l'annexe I de la Convention (modalités, par pays; par exemple: projet-cadre d'aide à la préparation des communications nationales)?

Le financement des deuxièmes communications nationales des Parties non visées à l'annexe I et des suivantes procède de deux mécanismes. Le premier consiste à appliquer la procédure accélérée par laquelle le FEM délègue au PNUD et au PNUE en qualité d'agents d'exécution le pouvoir d'approbation des demandes de financement des Parties pouvant y prétendre. Les Parties ayant recours à cette procédure peuvent solliciter tout au plus 420 000 dollars pour préparer leurs communications nationales.

Les Parties sollicitant un montant supérieur doivent suivre la procédure classique de demande de financement des projets de grande envergure du FEM.

Qu'advient-il de la procédure accélérée pendant FEM-4? Continuera-t-elle de s'appliquer comme pendant FEM-3 (par exemple: projet mondial dans le cadre du Programme d'aide à la préparation des communications nationales en application de la CCNUCC)?

Le FEM évaluera l'efficacité des modalités actuelles de financement des deuxièmes communications nationales sous le régime de la procédure accélérée dans le cadre du programme-cadre mondial administré par le PNUD et le PNUE. On déterminera par la suite les nouvelles modalités de financement des troisièmes communications nationales sous le régime de la procédure accélérée, en tenant compte de cette évaluation qui comprendra une consultation d'un échantillon de Parties non visées à l'annexe I de la Convention.
